

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, ainsi qu'avec nos états financiers consolidés et notre rapport de gestion annuels de 2018, puisqu'il vise à les compléter. Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière significative des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives pour 2019 et 2020, sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général et des tendances du marché, de même que sur leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité et sur les attentes à l'égard de la transaction envisagée visant London Stock Exchange Group plc et Refinitiv. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives » et « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ». Le présent rapport de gestion est en date du 30 octobre 2019.

Suivent les principales rubriques du présent rapport de gestion :

• Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers.....	4
• Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de la période écoulée et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.....	7
• Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette	16
• Perspectives – Nos perspectives financières actuelles	20
• Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), actionnaire principal et contrôlant, ainsi qu'avec notre partenariat Refinitiv.....	24
• Événements postérieurs à la date de clôture – Une analyse des événements importants qui se sont produits après le 30 septembre 2019 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion	24
• Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables et des récentes prises de position en comptabilité	24
• Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables.....	24
• Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir	25
• Annexes – Des informations supplémentaires, notamment au sujet de la performance de Refinitiv	27

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à nos filiales.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats tirés des activités poursuivies sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Le 1^{er} octobre 2018, nous avons vendu 55 % de notre ancien secteur Activités financières et risque, maintenant appelé Refinitiv. Nous avons présenté le secteur Activités financières et risque dans les activités abandonnées jusqu'au 1^{er} octobre 2018, date de clôture de la transaction. Nos résultats, sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS, tiennent compte des résultats des entreprises acquises depuis la date de leur acquisition et, sauf pour ce qui est du résultat dilué par action et des flux de trésorerie, font abstraction des résultats de notre ancien secteur Activités financières et risque. Nos résultats selon les IFRS comprennent notre quote-part de 45 % dans les résultats du partenariat Refinitiv, laquelle est incluse à un poste distinct intitulé « Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » à notre état consolidé du résultat net depuis le quatrième trimestre de 2018. Le résultat ajusté, qui constitue une mesure non conforme aux IFRS, ne tient pas compte de notre quote-part des résultats après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Retraitement des états financiers de périodes précédentes

Depuis le 1^{er} octobre 2018, nous comptabilisons notre quote-part de la perte après impôt tirée de notre participation de 45 % dans Refinitiv, une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, en résultat net. Au troisième trimestre de 2019, une inexactitude faisant en sorte que notre quote-part de la perte après impôt dans Refinitiv était sous-évaluée depuis le quatrième trimestre de 2018 a été relevée. Cette inexactitude en ce qui a trait aux actions privilégiées émises par Refinitiv au consortium Blackstone s'explique par une différence de principe comptable entre les PCGR des États-Unis, base selon laquelle Refinitiv prépare ses états financiers, et les IFRS, base selon laquelle Thomson Reuters prépare ses états financiers. Cette inexactitude n'a pas eu d'incidence sur nos produits des activités ordinaires, notre résultat d'exploitation, nos mesures sectorielles, notre BAIIA ajusté, notre résultat ajusté par action, nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ni nos flux de trésorerie disponibles.

Nous avons conclu que l'inexactitude n'était pas significative pour nos états financiers déjà publiés. Toutefois, comme l'incidence d'un retraitement du montant cumulé de l'inexactitude pour le troisième trimestre de 2019 aurait été significative pour le résultat net du trimestre, nous avons retraité nos états financiers déjà publiés pour corriger l'inexactitude. À l'occasion de la correction de l'inexactitude, nous avons corrigé d'autres inexactitudes non reliées pour les périodes précédentes visées, lesquelles inexactitudes n'étaient pas non plus significatives pour aucun de nos états financiers déjà publiés. Plus particulièrement, nous avons reclassé certains montants de produits et de charges, qui se rapportaient à des éléments libellés en monnaie étrangère dans des économies hyperinflationnistes, pour le troisième et le quatrième trimestre de 2018, mais ces retraitements n'ont pas eu d'incidence sur nos états financiers audités pour l'exercice complet de 2018. Lorsque cela s'appliquait, les montants des périodes précédentes qui apparaissent dans le présent rapport de gestion ont été ajustés pour rendre compte des montants retraités.

Se reporter à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 pour plus d'information à ce sujet.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous utilisons certaines mesures financières non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne et dans le cadre de l'établissement des perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures financières non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs, et elles ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Nos mesures financières non conformes aux IFRS comprennent :

- le BAIIA ajusté et la marge connexe;
- le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe;
- le résultat ajusté et le résultat ajusté par action;
- la dette nette;
- les flux de trésorerie disponibles.

Nous présentons également les variations de nos produits des activités ordinaires, de nos charges d'exploitation, de notre BAIIA ajusté et de la marge connexe, ainsi que de notre résultat ajusté par action avant effet du change ou en « devises constantes ». Ces mesures excluent l'incidence des fluctuations des cours de change afin d'améliorer la comparabilité des tendances que nos activités affichent d'une période à l'autre. Pour permettre une analyse plus poussée de la croissance des produits des activités ordinaires de nos entreprises actuelles en devises constantes, nous présentons la croissance interne des produits des activités ordinaires (définie ci-dessous).

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance, notamment de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ainsi qu'à l'annexe B du présent rapport de gestion pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – Termes clés

Nous utilisons dans le présent rapport de gestion les termes suivants :

Terme	Définition
pb	Point de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes cours de change aux résultats financiers de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent
secteur Activités financières et risque	Notre ancien secteur Activités financières et risque, maintenant appelé Refinitiv
vente ou transaction du secteur Activités financières et risque	Vente, conclue le 1 ^{er} octobre 2018, d'une participation de 55 % dans le secteur Activités financières et risque à des fonds de capital-investissement gérés par Blackstone
IFRS 16	IFRS 16 <i>Contrats de location</i> , nouvelle norme comptable adoptée le 1 ^{er} janvier 2019. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 pour plus de détails.
LSEG	London Stock Exchange Group plc
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles, en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives. De plus, elle exclut la valeur initiale de l'entente de 30 ans conclue par Reuters News le 1 ^{er} octobre 2018, qui était traitée comme une acquisition jusqu'au 1 ^{er} octobre 2019. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion (« Mesures financières non conformes aux IFRS »).
Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv	Entente conclue avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone visant la vente de Refinitiv à LSEG.
Refinitiv	Dénomination de notre ancien secteur Activités financières et risque en date de la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque. Nous détenons une participation de 45 % dans Refinitiv depuis le 1 ^{er} octobre 2018.
\$ et \$ US	Dollars américains

Résumé

La société

Thomson Reuters est un fournisseur de services d'information pour entreprises de premier plan. Nos produits comprennent des logiciels et des outils hautement spécialisés axés sur l'information et destinés aux professionnels du droit, de la fiscalité, de la comptabilité et de la conformité, ainsi que ceux de Reuters, l'agence de presse dont la présence est la plus importante à l'échelle internationale.

Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen de services électroniques et d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leur flux de travail, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que beaucoup de clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution. Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection.

Nous comptons cinq secteurs à présenter soutenus par le siège social.



Professionnels du droit

Ce secteur propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.



Grandes sociétés

Ce secteur propose aux entreprises clientes, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des services que nous offrons dans les domaines du droit, de la fiscalité, de la réglementation et de la conformité.



Fiscalité et comptabilité

Ce secteur propose aux autorités fiscales gouvernementales et aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en vérification des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, qui sont servis par notre secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.



Reuters News

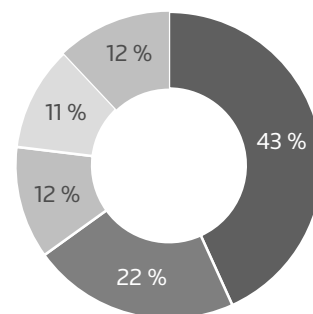
Ce secteur est un fournisseur de services d'information et de nouvelles multimédias en temps réel pour les journaux, les réseaux de télédiffusion et de câblodiffusion, les stations de radio et les sites Web du monde entier, ainsi que pour Refinitiv.



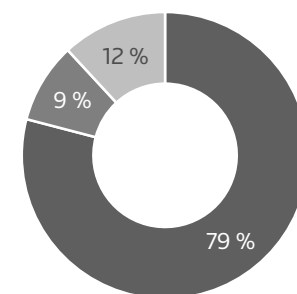
Publications mondiales

Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

Produits des activités ordinaires
du troisième trimestre de 2019



- Professionnels du droit
- Grandes sociétés
- Fiscalité et comptabilité
- Reuters News
- Publications mondiales



- Récurrents
- Transactions
- Publications mondiales

Le siège social assure la gestion centralisée des activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenus. Il assure également la gestion centralisée de diverses fonctions telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines.

Caractère saisonnier des activités

Nos produits des activités ordinaires et notre résultat d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par la publication de certains produits liés à l'impôt, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. En outre, le calendrier des charges liées au siège social peut influencer sur le caractère saisonnier de notre résultat d'exploitation, car nous engageons des charges importantes pour repositionner nos activités à la suite de la vente du secteur Activités financières et risque. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires sur ces charges.

Faits saillants

Au troisième trimestre, nous avons affiché une croissance interne de 4 % pour un deuxième trimestre d'affilée, et nous estimons être en bonne position pour réaliser nos prévisions pour les exercices complets de 2019 et 2020. Nos solutions juridiques alimentées par l'intelligence artificielle continuent d'être bien accueillies par nos clients, et nous avons maintenant plus de possibilités d'offrir à nos clients de l'information et des solutions logicielles en raison entre autres de la nouvelle structure organisationnelle orientée clients que nous avons mise en place au début de 2019. Les prix que nous obtenons sont aussi plus élevés en raison de facteurs comme l'offre de produits supérieurs, et de l'augmentation annuelle des prix que permet l'amélioration continue de nos solutions.

Nous avons dépensé plus de la moitié du fonds d'investissement de 2 G\$ que nous avons mis de côté sur le produit tiré de la transaction du secteur Activités financières et risque en 2018 pour des acquisitions. En octobre 2019, nous avons fait l'acquisition de FC Business Intelligence, un spécialiste des événements mondiaux qui organise des conférences de haut niveau et des expositions pour des entreprises de divers secteurs. En juillet 2019, nous avons acquis Confirmation, un fournisseur de services numériques de confirmation d'audit pour cabinets d'experts-comptables, banques et cabinets d'avocats, et HighQ, un fournisseur d'outils de collaboration pour les segments de marché juridiques et réglementaires. En novembre 2018, nous avons acquis Integration Point, un fournisseur de solutions de gestion du commerce international destinées aux professionnels du secteur du commerce et de la conformité. Les acquisitions de Confirmation, d'HighQ et d'Integration Point nous permettent d'accroître nos activités de conception de logiciels infonuagiques, ce qui, à notre avis, nous fournit de nouvelles occasions d'améliorer notre positionnement, de mieux servir nos clients et de favoriser notre croissance interne. Nous nous attendons à ce que, initialement, ces acquisitions soient relatives pour notre marge du BAIIA ajusté.

Le 1^{er} août 2019, nous avons convenu, avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, de vendre Refinitiv à London Stock Exchange Group plc (« LSEG ») selon une valeur d'entreprise totale d'environ 27 G\$. La transaction envisagée devrait donner naissance à un chef de file de l'avenir en matière d'infrastructure des marchés financiers mondiaux. Nous estimons que la transaction permettrait à notre société, à titre de futur actionnaire potentiel de LSEG, de trouver l'équilibre entre la capacité de tirer parti d'une création de valeur supplémentaire à long terme et la capacité de monétiser notre investissement au fil du temps. La clôture de la transaction envisagée est assujettie à l'approbation des actionnaires de LSEG, aux autorisations d'ordre réglementaire requises et aux autres conditions usuelles de clôture, et devrait avoir lieu au deuxième semestre de 2020. Veuillez vous reporter à la rubrique « Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv » plus loin pour de plus amples renseignements.

Suivent les faits saillants financiers de nos résultats du troisième trimestre de 2019, lesquels comprennent uniquement les activités poursuivies, à moins d'indication contraire.

	Trimestres clos les 30 septembre			
	2019	2018	Variation	
			Total	Devises constantes
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)				
Mesures financières conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 413	1 284	10 %	
Bénéfice d'exploitation	262	173	51 %	
Résultat dilué par action (compte tenu des activités abandonnées)	(0,09) \$	0,39 \$	n. s.	
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation (compte tenu des activités abandonnées)	264	850	(68) %	
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Produits des activités ordinaires	1 413	1 284	10 %	10 %
BAIIA ajusté	345	313	10 %	9 %
Marge du BAIIA ajusté	24,4 %	24,4 %	-	(30) pb
Résultat ajusté par action	0,27 \$	0,12 \$	125 %	108 %
Flux de trésorerie disponibles (compte tenu des activités abandonnées)	126	599	(79) %	

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 10 % au total et en devises constantes, en raison principalement des nouveaux produits des activités ordinaires dégagés par Reuters News du fait qu'il fournit des nouvelles et du contenu éditorial à Refinitiv aux termes de l'entente de 30 ans conclue en octobre 2018. L'augmentation des produits des activités ordinaires est aussi attribuable à la hausse des produits récurrents dans nos autres secteurs axés sur le client. Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 4 % pour un deuxième trimestre d'affilée, l'augmentation de 5 % des produits récurrents ayant été largement contrebalancée par la diminution des produits tirés des transactions et des produits du secteur Publications mondiales.

Le résultat d'exploitation a augmenté considérablement du fait d'un apport découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société se rapportant à la transaction envisagée avec LSEG. Le BAIIA ajusté, dont est exclu cet apport, entre autres éléments, a augmenté de 10 %, mais la marge connexe est demeurée inchangée, l'augmentation des produits des activités ordinaires ayant été en partie contrebalancée par la hausse des charges.

La perte diluée par action de 0,09 \$ rend compte de notre quote-part de la perte tirée de notre participation de 45 % dans Refinitiv. Le bénéfice dilué par action de 0,39 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent rendait compte de bénéfice net du secteur Activités financières et risque, lequel était inscrit dans les activités abandonnées pour les neuf premiers mois de 2018. Le résultat ajusté par action, qui exclut notre part du résultat des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et les activités abandonnées, est passé de 0,12 \$ par action à 0,27 \$ par action, hausse qui rend compte principalement de la diminution du nombre d'actions en circulation et de la baisse de la charge d'intérêts.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont diminué, du fait de la perte des flux de trésorerie provenant de notre ancien secteur Activités financières et risque, notre participation majoritaire ayant été vendue le 1^{er} octobre 2018, ainsi que des investissements visant à repositionner la société après la séparation du secteur Activités financières et risque. La diminution des flux de trésorerie disponibles reflète les mêmes facteurs.

Perspectives

Nous avons initialement communiqué les perspectives commerciales pour les exercices 2019 et 2020 en février 2019. À la lumière de notre performance pour le premier semestre de 2019, nous avons révisé à la hausse, le 1^{er} août 2019, nos perspectives au chapitre de la croissance des produits des activités ordinaires et du BAIIA ajusté. Le 31 octobre 2019, nous avons reconfirmé nos perspectives commerciales révisées. Veuillez vous reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour connaître nos perspectives commerciales révisées pour l'ensemble des exercices 2019 et 2020. Nous présentons les perspectives pour deux exercices complets en raison de l'incidence notable, sur les résultats de l'exercice 2019, des coûts engagés pour séparer notre société de Refinitiv et la repositionner afin de favoriser la croissance. En comparaison, 2020 devrait être le premier exercice au cours duquel nos résultats financiers refléteront l'incidence des mesures que nous avons prises sans que celle-ci soit atténuée par les coûts élevés connexes.

L'information présentée plus haut dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue conjointement avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du présent document.

Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv

Le 1^{er} août 2019, nous avons convenu, avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, de vendre Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions, selon une valeur d'entreprise totale d'environ 27 G\$. À l'heure actuelle, Refinitiv est détenue à hauteur de 55 % par Blackstone et de 45 % par Thomson Reuters. Nous prévoyons que Blackstone et Thomson Reuters détiendront, à la suite de cette transaction, une participation combinée de 37 % dans LSEG (dont une tranche d'environ 15 % serait attribuée à Thomson Reuters) et un intérêt avec droit de vote combiné de moins de 30 %. La participation de Thomson Reuters dans les actions de LSEG sera détenue par une entité que posséderont conjointement Blackstone et Thomson Reuters (l'« entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters »). Il est prévu qu'à la clôture de cette transaction, Thomson Reuters détiendra indirectement environ 82,5 millions d'actions de LSEG ayant une valeur de marché d'approximativement 7,5 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG le 30 octobre 2019. Notre participation estimative mentionnée ci-dessus tient compte de l'acquisition prévue d'une participation supplémentaire dans Refinitiv aux termes d'une convention conclue avec Blackstone visant des bons de souscription, qui seront exercés dans le cadre de la clôture de la transaction.

Bien qu'il soit actuellement prévu que LSEG réglera la contrepartie de la transaction exclusivement au moyen de l'émission d'actions, LSEG pourra, à son gré, régler jusqu'à 2,5 G\$ de la contrepartie en trésorerie. Le versement de toute contrepartie en trésorerie viendra réduire le nombre d'actions de LSEG émises en faveur de l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters.

Nous prévoyons que l'imposition relative à la transaction envisagée sera différée en partie pour Thomson Reuters, puisque nous nous attendons à payer la majeure partie de l'impôt sur le profit ultérieurement, lorsque nous vendrons les actions de LSEG ne faisant plus l'objet d'une convention de blocage. Toutefois, lors de la clôture de la transaction, nous prévoyons qu'une importante partie de l'impôt relatif au profit deviendra exigible pour nous. Dans ce cas, nous pourrions financer cet impôt par la voie d'une libération anticipée exceptionnelle de la convention de blocage, ce qui nous permettrait de vendre le nombre d'actions de LSEG nécessaire pour générer un produit suffisant pour payer l'impôt en question.

Après la clôture de la transaction, tout paiement de dividende futur que versera LSEG à ses actionnaires aura un effet bénéfique sur nos flux de trésorerie disponibles. Après l'expiration des périodes de blocage postérieures à la clôture, si nous vendons les actions de LSEG, nous générerons des flux de trésorerie dont nous pourrions alors décider du meilleur emploi.

Pour de plus amples renseignements concernant la transaction visant LSEG et Refinitiv, veuillez vous reporter à la rubrique « Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv » de notre rapport de gestion daté du 1^{er} août 2019 et portant sur le semestre clos le 30 juin 2019, laquelle rubrique est intégrée par renvoi aux présentes. Certaines informations présentées sous cette rubrique au sujet de la transaction envisagée ont été révisées dans le présent rapport de gestion.

Résultats d'exploitation – Activités poursuivies

Résultats consolidés

	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Variation				Variation			
	2019	2018	Total	Devises cons- tantes	2019	2018	Total	Devises cons- tantes
Mesures financières conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 413	1 284	10 %		4 323	3 974	9 %	
Bénéfice d'exploitation	262	173	51 %		983	645	52 %	
Résultat dilué par action tiré des activités poursuivies	(0,14) \$	(0,06) \$	(133) %		0,49 \$	0,38 \$	29 %	
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾								
Produits des activités ordinaires	1 413	1 284	10 %	10 %	4 323	3 974	9 %	10 %
BAIIA ajusté	345	313	10 %	9 %	1 097	1 091	1 %	(1) %
Marge du BAIIA ajusté	24,4 %	24,4 %	—	(30) pb	25,4 %	27,4 %	(200) pb	(270) pb
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	220	203	8 %		732	671	9 %	
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	15,6 %	15,8 %	(20) pb		16,9 %	16,9 %	—	
Résultat ajusté par action	0,27 \$	0,12 \$	125 %	108 %	0,92 \$	0,57 \$	61 %	56 %

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	Variation				Base interne	Variation				Base interne
	2019	2018	Total	Devises cons- tantes		2019	2018	Total	Devises cons- tantes	
Produits récurrents	1 118	976	15 %	15 %	5 %	3 368	2 965	14 %	15 %	5 %
Produits tirés des transactions	128	137	(7) %	(8) %	(2) %	460	488	(6) %	(5) %	(1) %
Produits tirés du secteur Publications mondiales	168	171	(2) %	(2) %	(2) %	497	522	(5) %	(3) %	(3) %
Éliminations	(1)	–				(2)	(1)			
Produits des activités ordinaires	1 413	1 284	10 %	10 %	4 %	4 323	3 974	9 %	10 %	4 %

Les produits des activités ordinaires des deux périodes ont augmenté au total et en devises constantes, en raison principalement de l'apport d'environ 6 % des nouveaux produits des activités ordinaires dégagés par notre secteur Reuters News étant donné qu'il fournit des nouvelles et du contenu éditorial à Refinitiv aux termes de l'entente de 30 ans conclue en octobre 2018. L'augmentation des produits des activités ordinaires est aussi attribuable à la hausse des produits récurrents dans nos autres secteurs axés sur le client pour les deux périodes. Les produits tirés du secteur Publications mondiales et les produits tirés des transactions ont diminué au cours des deux périodes, la baisse des produits tirés des transactions reflétant la vente de plusieurs petites entreprises.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 4 % pour les deux périodes, sous l'effet de l'augmentation de 5 % des produits récurrents, qui représentent l'essentiel de nos activités, plus que contrebalancée par la diminution des produits tirés des transactions et des produits tirés du secteur Publications mondiales. Nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité, qui représentent collectivement environ 80 % de nos produits des activités ordinaires, ont affiché pour les deux périodes une croissance interne de 5 %, attribuable aux ventes nettes élevées, à l'amélioration du taux de fidélisation et aux prix obtenus plus élevés.

Les mouvements du change n'ont pas eu d'incidence sur la croissance de nos produits des activités ordinaires du troisième trimestre, mais ont eu un effet défavorable sur la croissance de nos produits des activités ordinaires de la période de neuf mois, en raison principalement de l'appréciation du dollar américain par rapport à la livre sterling, au réal brésilien et au peso argentin en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

Le résultat d'exploitation s'est amélioré pour les deux périodes, grâce principalement à l'apport considérable de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société se rapportant à la transaction envisagée avec LSEG.

Pour chaque période, le BAIIA ajusté, qui exclut l'apport de la réévaluation des bons de souscription, entre autres éléments, s'est accru, l'augmentation des produits des activités ordinaires ayant contrebalancé la hausse des charges. La marge connexe est demeurée inchangée au troisième trimestre, mais a diminué pour la période de neuf mois, ce qui reflète la hausse des coûts et les investissements engagés pour repositionner la société après la séparation du secteur Activités financières et risque au cours du premier semestre de l'exercice. L'adoption d'IFRS 16 a eu une incidence favorable de 11 M\$ et de 70 pb et de 30 M\$ et de 70 pb sur le BAIIA ajusté et la marge connexe du troisième trimestre et de la période de neuf mois de 2019, respectivement.

Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement a augmenté au troisième trimestre, la hausse du BAIIA ajusté ayant compensé l'augmentation des dépenses d'investissement. Pour la période de neuf mois, le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement a augmenté en raison surtout de la diminution des dépenses d'investissement. La marge connexe a reculé légèrement au troisième trimestre et est demeurée inchangée pour la période de neuf mois.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
			Variation				Variation	
	2019	2018	Total	Devises constantes	2019	2018	Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	1 059	966	10 %	11 %	3 220	2 882	12 %	14 %

Les charges d'exploitation ont augmenté au total et en devises constantes pour les deux périodes, du fait des coûts engagés pour fournir du contenu éditorial à Refinitiv, puisque ces coûts étaient attribués au secteur Activités financières et risque à la période correspondante de l'exercice précédent, et des coûts associés aux entreprises récemment acquises. De plus, les investissements visant à repositionner nos activités après la séparation du secteur Activités financières et risque ont été considérablement plus élevés pour la période de neuf mois comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que ces coûts ont légèrement diminué pour le trimestre. Les investissements effectués en vue du repositionnement de nos activités comprennent notamment l'intensification des stratégies numériques, la réplique de capacités que nous ont coûtées la séparation du secteur Activités financières et risque et les indemnités de fin de contrat de travail. L'adoption d'IFRS 16 s'est traduite par une réduction des charges d'exploitation de 11 M\$ et de 30 M\$ pour le troisième trimestre et la période de neuf mois de 2019, respectivement. Les charges d'exploitation des deux périodes reflètent l'incidence favorable du change attribuable à l'appréciation du dollar américain.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	38	24	58 %	110	83	32 %
Dotation aux amortissements des logiciels	117	96	22 %	326	294	11 %
Total partiel	155	120	29 %	436	377	16 %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	28	26	9 %	80	83	(3) %

- Collectivement, les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels ont augmenté pour les deux périodes, l'adoption d'IFRS 16 et les charges plus élevées associées aux actifs nouvellement acquis, y compris ceux qui se rapportent à des entreprises récemment acquises, ayant plus que contrebalancé l'achèvement de l'amortissement de certains actifs acquis au cours d'exercices antérieurs. L'application d'IFRS 16 a fait augmenter la charge d'amortissement de 10 M\$ et de 29 M\$ pour le troisième trimestre et la période de neuf mois de 2019, respectivement.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a augmenté au troisième trimestre en raison des charges associées aux récentes acquisitions. Pour la période de neuf mois, la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a diminué, l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs ayant plus que contrebalancé l'amortissement d'actifs nouvellement acquis.

Autres profits d'exploitation, montant net

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2019	2018	2019	2018
Autres profits d'exploitation, montant net	91	1	396	13

Le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 tiennent compte d'un apport respectif de 91 M\$ et de 366 M\$ découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société se rapportant à la transaction envisagée visant la vente de Refinitiv à LSEG. Le montant inscrit au poste « Autres profits d'exploitation, montant net » tient compte également des produits liés à une licence qui permet à Refinitiv d'utiliser la marque Reuters dans ses produits et services (se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion pour un complément d'information). Le montant inscrit pour la période de neuf mois de 2019 tient compte des profits nets tirés de la vente de plusieurs petites entreprises. Les montant inscrit pour la période de neuf mois de 2018 tient compte d'un profit sur la vente d'une filiale canadienne entièrement détenue à une société affiliée à Woodbridge, le principal actionnaire de la société.

Charge d'intérêts, montant net

	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains)	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Charge d'intérêts, montant net	40	82	(51) %	112	241	(54) %

La diminution du montant net de la charge d'intérêts pour les deux périodes reflète principalement la réduction significative de la dette, puisque nous avons utilisé une partie du produit tiré de la transaction de vente du secteur Activités financières et risque en 2018 pour rembourser une tranche de 4 G\$ de la dette. Nous avons également initialement investi 2 G\$ de ce produit, ce qui a contribué à la hausse du produit d'intérêts.

Autres charges financières (produits financiers)

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2019	2018	2019	2018
Autres charges financières (produits financiers)	3	11	32	(10)

Les autres charges financières (produits financiers) comprennent les profits et pertes découlant de l'effet de la variation des cours de change sur certaines ententes de financement intragroupe et les profits résultant des modifications apportées aux contrats de change.

Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2019	2018	2019	2018
Refinitiv (participation de 45 %)	(305)	–	(563)	–
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	1	1	8	5
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(304)	1	(555)	5

Notre quote-part de la perte après impôt tirée de notre participation de 45 % dans Refinitiv reflète la charge d'intérêts sur la dette de Refinitiv, les charges liées à la réévaluation des titres de participation privilégiés relatifs à la transaction envisagée visant la vente de Refinitiv à LSEG, de même que les dépenses engagées par Refinitiv pour élargir l'échelle de ses activités en fonction de sa cible annuelle en matière d'économies de coûts. Refinitiv avait réalisé des économies de 440 M\$ en rythme annualisé à la fin du troisième trimestre, ce qui représente plus des deux tiers des économies annualisées totales qu'elle cible. Refinitiv estime qu'elle est en bonne voie d'atteindre sa cible en matière d'économies de coûts annualisées de 650 M\$ d'ici la fin de 2020.

Il n'y a pas de chiffres correspondants pour le troisième trimestre et la période de neuf mois de 2018 puisque la participation dans Refinitiv a été créée le 1^{er} octobre 2018. L'annexe C du présent rapport de gestion fournit des renseignements supplémentaires sur la performance de notre participation dans Refinitiv.

(Produit) charge d'impôt

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2019	2018	2019	2018
(Produit) charge d'impôt	(13)	128	35	152

(Le produit) la charge d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés. La répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires pourrait différer de la répartition pour l'exercice complet, ce qui signifie que la charge ou le produit d'impôt des périodes intermédiaires n'est pas nécessairement représentatif (du produit) de la charge d'impôt de l'exercice complet.

La charge d'impôt du trimestre et de la période de neuf mois de 2019 comprend une charge de 58 M\$ liée à l'adoption d'une réforme fiscale à l'étranger. Cette charge reflète notre estimation de l'impôt différé devant être comptabilisé à l'égard des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales de certains actifs, qui selon nous devraient se résorber au cours des périodes visées par les nouveaux taux d'impôt applicables à l'étranger. Au quatrième trimestre de 2019, nous prévoyons comptabiliser une hausse importante de la valeur fiscale d'actifs détenus par une filiale à l'étranger, ce qui se traduirait par un actif d'impôt différé d'environ 1,5 G\$ que nous éliminerions de notre calcul du résultat ajusté. Pour les périodes subséquentes, l'actif d'impôt différé résultant serait contrebalancé par la comptabilisation de montants dans la charge d'impôt différé à mesure que seront amortis les actifs sous-jacents.

Divers ajustements et transactions survenus à chacune des périodes ont influé sur la comparabilité de la charge d'impôt. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre charge (produit) d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'une période à l'autre, y compris la charge de 58 M\$ liée à la réforme fiscale à l'étranger dont il est question ci-dessus et la charge d'impôt au titre d'éléments qui sont éliminés du résultat ajusté.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2019	2018	2019	2018
Charge (produit) d'impôt				
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité				
Charges d'impôt nettes liées à la restructuration ¹⁾	–	95	–	95
Lois fiscales et taux d'impôt des sociétés ²⁾	60	19	60	5
Changements ponctuels apportés à des positions fiscales incertaines ³⁾	(21)	–	(21)	–
Ajustements de l'impôt différé ⁴⁾	(17)	(2)	(32)	–
Total partiel	22	112	7	100
Impôt lié à ce qui suit :				
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(5)	(8)	(14)	(20)
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(80)	–	(147)	1
Autres profits d'exploitation, montant net	27	–	104	–
Ajustements de juste valeur	–	1	–	1
Total partiel	(58)	(7)	(57)	(18)
Total	(36)	105	(50)	82

1) Se rapportent à la restructuration interne de certaines entreprises et participations conservées par suite de la transaction du secteur Activités financières et risque.

2) Se rapportent aux variations des passifs d'impôt différé par suite de modifications des lois fiscales et des taux d'impôt aux États-Unis et à l'étranger, et aux variations des passifs d'impôt différé dans certains États américains du fait de modifications apportées aux facteurs de répartition et de la transaction du secteur Activités financières et risque.

3) Se rapportent à la reprise de provisions pour impôt qui ne sont plus requises en raison de l'expiration de délais de prescription.

4) Se rapportent essentiellement aux exigences relatives aux cessions et aux acquisitions.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou de notre produit d'impôt de chaque période, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils se rapportent. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2019	2018	2019	2018
(Produit) charge d'impôt	(13)	128	35	152
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	36	(105)	50	(82)
Autre ajustement :				
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire ¹⁾	(7)	2	1	–
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	16	25	86	70

1) Ajustement visant à refléter l'impôt au taux d'impôt effectif estimé pour l'ensemble de l'exercice, compte tenu de la normalisation des avantages découlant de l'évolution favorable de litiges fiscaux. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète généralement l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de mieux répartir l'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice.

(Perte) bénéfice et résultat dilué par action liés aux activités poursuivies

	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
(Perte) bénéfice lié aux activités poursuivies	(72)	(47)	(54) %	249	267	(7) %
Résultat dilué par action lié aux activités poursuivies	(0,14) \$	(0,06) \$	(133) %	0,49 \$	0,38 \$	29 %

La perte liée aux activités poursuivies a augmenté au troisième trimestre, notre quote-part de la perte de notre participation de 45 % dans Refinitiv ayant plus que contrebalancé la hausse du bénéfice d'exploitation et la diminution des charges d'intérêts et d'impôt. Pour la période de neuf mois, le bénéfice tiré des activités poursuivies a légèrement diminué sous l'effet des mêmes facteurs. Le résultat dilué par action a augmenté pour la période de neuf mois du fait de la diminution importante du nombre d'actions ordinaires en circulation découlant des rachats d'actions et du regroupement d'actions de la société en novembre 2018. L'adoption d'IFRS 16 n'a pas eu d'incidence significative sur le résultat tiré des activités poursuivies et le montant par action connexe.

Résultat ajusté et résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Résultat ajusté	134	85	60 %	461	401	15 %
Résultat ajusté par action	0,27 \$	0,12 \$	125 %	0,92 \$	0,57 \$	61 %

L'augmentation du résultat ajusté et du résultat ajusté par action pour les deux périodes est attribuable à la baisse de la charge d'intérêts, qui a plus que contrebalancé l'augmentation des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels. Les résultats du troisième trimestre reflètent aussi la hausse du BAIIA ajusté. En outre, l'augmentation du résultat ajusté par action enregistrée pour les deux périodes reflète la diminution importante du nombre d'actions ordinaires en circulation découlant des rachats d'actions et du regroupement d'actions de la société en novembre 2018.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit est une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019. Nous évaluons en devises constantes la croissance des produits des activités ordinaires pour chaque secteur et pour les unités au sein de chaque secteur.

Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	Variation					Variation				
	2019	2018	Total	Devises constantes	Base interne	2019	2018	Total	Devises constantes	Base interne
Produits récurrents	560	541	4 %	4 %	4 %	1 665	1 613	3 %	4 %	4 %
Produits tirés des transactions	45	54	(18) %	(18) %	(6) %	137	160	(14) %	(13) %	(3) %
Produits des activités ordinaires	605	595	2 %	2 %	3 %	1 802	1 773	2 %	3 %	3 %
BAIIA ajusté sectoriel	227	206	10 %	9 %		686	595	15 %	15 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	37,4 %	34,6 %	280 pb	240 pb		38,1 %	33,6 %	450 pb	400 pb	

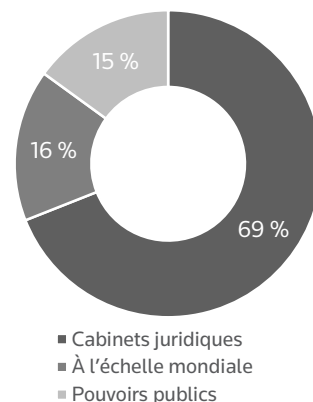
Les produits des activités ordinaires des deux périodes ont augmenté de 2 % au total. En devises constantes, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 2 % et de 3 % pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement, la hausse des produits récurrents (93 % du secteur Professionnels du droit pour le troisième trimestre) ayant été partiellement contrebalancée par la diminution des produits tirés des transactions qui a découlé de la vente de plusieurs petites entreprises.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 3 % pour les deux périodes, en raison d'une hausse de 4 % des produits récurrents qui reflète entre autres l'apport considérable de Westlaw Edge, la plus récente version de notre plateforme de recherche juridique, et les avantages qui ont découlé de la croissance du taux de fidélisation. Les produits tirés des transactions ont affiché une décroissance interne de 6 % pour le troisième trimestre, ce qui rend compte d'une vente au troisième trimestre de l'exercice précédent auprès de clients gouvernementaux qui ne s'est pas reproduite. Pour la période de neuf mois, les produits tirés des transactions ont affiché une décroissance interne de 3 %.

Les produits tirés des cabinets juridiques, qui comprennent de grands cabinets juridiques à l'échelle mondiale et représentent un peu plus des deux tiers des produits des activités ordinaires du secteur, ont progressé de 2 % pour les deux périodes. Les produits à l'échelle mondiale, qui représentent les cabinets juridiques de plus petite taille hors des États-Unis, sont demeurés pratiquement inchangés pour le troisième trimestre, la vente de plusieurs petites entreprises de transaction au Canada ayant continué de peser sur la croissance des produits. Les produits à l'échelle mondiale ont augmenté de 3 % pour la période de neuf mois. Les produits tirés du gouvernement américain ont augmenté de 5 % et de 6 % pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé pour les deux périodes en raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires et de la diminution des charges découlant des mesures qui ont généré des gains d'efficience en 2018. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 40 pb et de 50 pb sur la marge du BAIIA ajusté sectoriel pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour l'exercice 2019, nous nous attendons à ce que la marge du BAIIA ajusté sectoriel du secteur Professionnels du droit soit supérieure à celle de 34,4 % enregistrée pour l'exercice 2018.

Produits du troisième trimestre de 2019, par type de client



Grandes sociétés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	Variation					Variation				
	2019	2018	Total	Devises constantes	Base interne	2019	2018	Total	Devises constantes	Base interne
Produits récurrents	275	247	11 %	12 %	8 %	813	734	11 %	12 %	9 %
Produits tirés des transactions	45	51	(11) %	(11) %	(3) %	177	189	(6) %	(5) %	(3) %
Produits des activités ordinaires	320	298	7 %	8 %	6 %	990	923	7 %	8 %	6 %
BAIIA ajusté sectoriel	110	105	4 %	6 %		330	311	6 %	6 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	34,3 %	35,4 %	(110) pb	(50) pb		33,4 %	33,7 %	(30) pb	(60) pb	

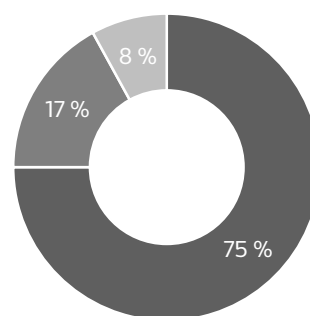
Pour les deux périodes, les produits des activités ordinaires ont respectivement augmenté de 7 % et de 8 % au total et en devises constantes, la hausse des produits récurrents (86 % du secteur Grandes sociétés pour le troisième trimestre) ayant plus que contrebalancé la diminution des produits tirés des transactions, qui ont été moins élevés du fait de la vente de nos activités liées à Pangea3 et aux services juridiques gérés en mai 2019. Les acquisitions d'Integration Point, en novembre 2018, et de Confirmation et d'HighQ, en juillet 2019, ont contribué à la croissance des produits des activités ordinaires de chaque période.

Le total des produits des activités ordinaires a affiché une croissance interne de 6 % pour les deux périodes, ce qui reflète la croissance interne des produits récurrents de 8 % et de 9 % pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement, et une décroissance interne de 3 % des produits tirés des transactions pour les deux périodes.

Les produits tirés des grandes entreprises et des entreprises clientes de taille moyenne se sont accrus de 8 % et de 5 %, respectivement, pour le troisième trimestre et de 9 % et de 6 %, respectivement, pour la période de neuf mois. L'apport des entreprises acquises a eu une incidence favorable sur les produits tirés des grandes entreprises clientes. Les activités à l'échelle mondiale ont affiché une croissance de 13 % et de 9 % provenant des activités en Asie pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

Le BAIIA ajusté sectoriel a augmenté pour les deux périodes puisque la hausse des produits des activités ordinaires a plus que contrebalancé l'augmentation des charges. La marge du BAIIA ajusté sectoriel a diminué pour les deux périodes en raison de l'effet dilutif des acquisitions. D'un exercice à l'autre, les mouvements du change ont eu une incidence défavorable de 60 pb sur la marge du BAIIA ajusté sectoriel du troisième trimestre et une incidence favorable de 30 pb sur la marge du BAIIA ajusté sectoriel de la période de neuf mois. Malgré l'effet dilutif des acquisitions, nous prévoyons que la marge du BAIIA ajusté sectoriel pour l'exercice complet dans le secteur Grandes sociétés sera à peu près semblable à la marge de 31,9 % de 2018.

Produits du troisième trimestre de 2019, par type de client



- Grandes entreprises
- Moyennes entreprises
- À l'échelle mondiale

Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	Variation					Variation				
	2019	2018	Total	Devises constantes	Base interne	2019	2018	Total	Devises constantes	Base interne
Produits récurrents	140	129	9 %	8 %	8 %	460	434	6 %	8 %	8 %
Produits tirés des transactions	26	20	26 %	22 %	7 %	110	108	2 %	3 %	-
Produits des activités ordinaires	166	149	11 %	10 %	8 %	570	542	5 %	7 %	6 %
BAIIA ajusté sectoriel	35	32	9 %	(2) %		188	153	23 %	22 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	21,1 %	21,4 %	(30) pb	(240) pb		33,0 %	28,3 %	470 pb	410 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 11 % et de 5 % au total et de 10 % et de 7 % en devises constantes pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement, par suite de l'augmentation des produits récurrents (84 % du secteur Fiscalité et comptabilité au troisième trimestre) et des produits tirés des transactions. L'acquisition de Confirmation a contribué à la croissance des produits tirés des transactions des deux périodes.

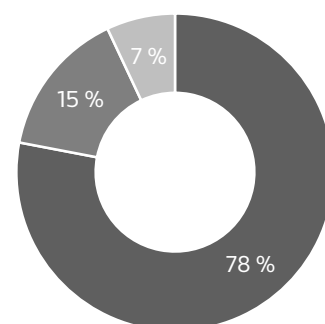
Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 8 % pour le troisième trimestre et de 6 % pour la période de neuf mois. Les produits récurrents ont affiché une croissance interne de 8 % pour les deux périodes, compte tenu d'une forte croissance en Amérique latine. Les produits tirés des transactions ont affiché une croissance interne de 7 % pour le troisième trimestre, attribuable aux activités auprès des gouvernements. La croissance interne des produits tirés des transactions pour la période de neuf mois n'a pratiquement pas changé par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits tirés des cabinets d'experts-comptables de toute envergure aux États-Unis ont augmenté de 7 % et de 5 % pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement. Les produits réalisés à l'échelle mondiale ont augmenté de 23 % et de 22 % pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement, stimulés par les activités en Amérique latine. Les produits tirés des clients gouvernementaux, soit la plus petite composante du secteur Fiscalité et comptabilité, ont augmenté de 8 % pour le troisième trimestre et diminué de 2 % pour la période de neuf mois.

Au troisième trimestre, le BAIIA ajusté sectoriel a augmenté en raison de l'incidence du change. En devises constantes, le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont diminué au troisième trimestre en raison de l'effet dilutif de l'acquisition de Confirmation. Pour la période de neuf mois, le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté du fait de la hausse des produits des activités ordinaires et de la réduction des charges découlant des mesures qui ont généré des gains d'efficacité en 2018 qui ont plus que compensé l'effet dilutif de l'acquisition de Confirmation. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 210 pb et de 60 pb sur la marge du BAIIA ajusté sectoriel du troisième trimestre et de la période de neuf mois, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. En dépit de l'effet dilutif de l'acquisition de Confirmation, nous prévoyons que la marge du secteur Fiscalité et comptabilité pour l'exercice complet sera plus élevée que la marge de 34,4 % de 2018.

Les activités du secteur Fiscalité et comptabilité affichent davantage de variations saisonnières que nos autres activités, un pourcentage plus élevé de son BAIIA ajusté sectoriel étant habituellement enregistré au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre, en raison du lancement de certains produits fiscaux. De légères variations du calendrier des produits et des charges peuvent influencer sur les marges trimestrielles.

Produits du troisième trimestre de 2019, par type de client



- Cabinets comptables de petite, de moyenne et de grande taille
- À l'échelle mondiale
- Pouvoirs publics

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	Variation					Variation				
	2019	2018	Total	Devises constantes	Base interne	2019	2018	Total	Devises constantes	Base interne
Produits récurrents	143	59	143 %	146 %	3 %	430	184	134 %	138 %	2 %
Produits tirés des transactions	12	12	2 %	(5) %	(5) %	36	31	16 %	16 %	16 %
Produits des activités ordinaires	155	71	120 %	121 %	3 %	466	215	117 %	120 %	3 %
BAlIA ajusté sectoriel	5	5	(14) %	(97) %		31	21	45 %	10 %	
Marge du BAlIA ajusté sectoriel	3,2 %	8,2 %	(500) pb	(670) pb		6,7 %	10,0 %	(330) pb	(480) pb	

Les produits des activités ordinaires ont enregistré une forte augmentation au total et en devises constantes pour les deux périodes, en raison des nouveaux produits des activités ordinaires qui ont découlé du fait que le secteur fournit des nouvelles et du contenu éditorial à Refinitiv aux termes d'une entente de 30 ans conclue en octobre 2018. La croissance interne des produits des activités ordinaires a augmenté de 3 % pour les deux périodes, en raison principalement de la hausse de prix au-delà de la valeur minimale prévue par l'entente avec Refinitiv et de la croissance des produits des activités ordinaires de l'agence.

Aux termes de l'entente de 30 ans conclue avec Refinitiv en octobre 2018, le secteur Reuters News comptabilisera des produits des activités ordinaires d'au moins 325 M\$ par année. Étant donné que les produits des activités ordinaires devraient être largement contrebalancés par les dépenses connexes dans les résultats du secteur Reuters News, aucune augmentation correspondante du BAlIA ajusté n'a été comptabilisée. Avant la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque, les coûts de production de ce contenu étaient attribués à notre secteur Activités financières et risque et, par conséquent, étaient pris en compte dans les activités abandonnées plutôt qu'en tant que composante du BAlIA ajusté du secteur Reuters News. Dorénavant, le secteur Reuters News tient compte de ces coûts dans son BAlIA ajusté.

Le BAlIA ajusté sectoriel est demeuré inchangé au troisième trimestre, l'incidence favorable des mouvements du change ayant pour l'essentiel compensé l'incidence de la hausse des coûts et des investissements, que nous prévoyons continuer d'enregistrer pour le reste de l'exercice. Pour la période de neuf mois, le BAlIA ajusté sectoriel a augmenté en raison de l'incidence favorable des mouvements du change et du moment favorable où les charges ont été engagées. La marge du BAlIA ajusté sectoriel a diminué pour les deux périodes, ce qui rend compte en partie de l'effet dilutif de l'entente conclue avec Refinitiv. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 170 pb et de 150 pb sur la marge du BAlIA ajusté sectoriel pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

En octobre 2019, nous avons fait l'acquisition de FC Business Intelligence, un spécialiste des événements interentreprises mondiaux, que nous planifions de renommer Reuters Events (se reporter à la rubrique « Événements postérieurs à la date de clôture » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements). En 2020, nous prévoyons que les produits tirés de cette entreprise s'élèveront à environ 40 M\$, ce que reflète une croissance des produits d'environ 15 %.

Publications mondiales

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	Variation					Variation				
	2019	2018	Total	Devises constantes	Base interne	2019	2018	Total	Devises constantes	Base interne
Produits des activités ordinaires	168	171	(2) %	(2) %	(2) %	497	522	(5) %	(3) %	(3) %
BAlIA ajusté sectoriel	71	76	(5) %	(4) %		218	233	(6) %	(5) %	
Marge du BAlIA ajusté sectoriel	42,5 %	44,2 %	(170) pb	(110) pb		43,8 %	44,6 %	(80) pb	(110) pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué de 2 % et de 5 % au total pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement. En devises constantes, les produits des activités ordinaires ont diminué de 2 % pour le troisième trimestre et de 3 % pour la période de neuf mois, recul entièrement d'origine interne. Pour l'exercice complet, nous nous attendons à une baisse des produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales se situant entre 4 % et 5 %.

Le BAlIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont fléchi pour les deux périodes en raison de la baisse des produits des activités ordinaires. La marge du BAlIA ajusté sectoriel s'est toutefois établie à plus de 40 % pour les deux périodes de 2019, le secteur ayant maintenu un contrôle rigoureux des coûts. Les mouvements du change ont eu sur la marge du BAlIA ajusté sectoriel une incidence défavorable de 60 pb pour le troisième trimestre et une incidence favorable de 30 pb pour la période de neuf mois, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Charges liées au siège social

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2019	2018	2019	2018
Charges liées au siège social	103	111	356	222

Les charges liées au siège social ont diminué pour le troisième trimestre, mais augmenté pour la période de neuf mois, les variations des deux périodes rendant compte des investissements importants visant à repositionner nos activités après la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société. Nos investissements, notamment dans l'intensification des stratégies numériques, la réplique de capacités que nous ont coûtées la séparation du secteur Activités financières et les indemnités de fin de contrat de travail, ont été moins élevés pour le troisième trimestre, mais plus élevés pour la période de neuf mois, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Résultats des activités abandonnées

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2019	2018	2019	2018
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	28	349	(9)	381

Les résultats du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 tiennent compte de produits résiduels et d'éléments de charge au titre de passifs liés à des entreprises qui étaient auparavant classées dans les activités abandonnées, y compris le secteur Activités financières et risque. Le résultat du secteur Activités financières et risque pour la période de neuf mois de 2018 a été en grande partie contrebalancé par une charge d'impôt différé de 850 M\$ liée à la vente du secteur Activités financières et risque.

Situation de trésorerie et sources de financement

Nous avons une stratégie rigoureuse en matière de capital qui est harmonisée avec notre stratégie d'affaires. Nous nous assurons de disposer de la capacité d'investissement nécessaire pour accroître nos produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions externes, tout en maintenant notre levier financier et la qualité de notre crédit à long terme et en continuant à redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires.

Nos principales sources de trésorerie sont l'encaisse, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, notre programme de papier commercial et notre facilité de crédit. De temps à autre, nous émettons aussi des titres de créance. Nous utilisons nos liquidités principalement pour financer le service de la dette, le versement de dividendes, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les acquisitions. Nous estimons que nos sources de trésorerie existantes seront suffisantes pour nous permettre de financer nos besoins en trésorerie attendus dans le cours normal de nos activités pour les 12 prochains mois.

Nous sommes d'avis que notre capacité continue à générer d'importants flux de trésorerie disponibles illustre la résilience et la stabilité de notre modèle d'entreprise. Nous croyons également que les mesures d'exploitation visant à favoriser la croissance des produits des activités ordinaires et des marges continueront de générer d'importants flux de trésorerie disponibles. Cependant, en 2019, nos flux de trésorerie disponibles se ressentent grandement des coûts qui sont engagés pour mener à bien notre séparation d'avec Refinitiv et pour repositionner notre entreprise en vue d'assurer sa croissance. Nous nous attendons à ce que nos résultats financiers pour 2020 reflètent l'incidence des mesures que nous avons prises sans que celle-ci soit atténuée par les coûts élevés de ces mesures. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

En 2018, nous avons mis de côté une tranche de 2 G\$ du produit tiré de la transaction du secteur Activités financières et risque sous la forme d'un fonds d'investissement, dont nous avons dépensé plus de la moitié pour des d'acquisitions. Les entreprises acquises renforcent nos activités dans les secteurs du droit, de la fiscalité et de la comptabilité et des grandes sociétés grâce aux entreprises de conception de logiciels infonuagiques qui, selon nous, offriront des occasions d'améliorer notre positionnement, de mieux servir nos clients et de favoriser notre croissance interne.

L'information présentée plus haut dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue conjointement avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ».

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2019	2018	Variation (en \$)	2019	2018	Variation (en \$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	264	850	(586)	347	2 072	(1 725)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(937)	(245)	(692)	(1 090)	(784)	(306)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(284)	(861)	577	(811)	(1 169)	358
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	(957)	(256)	(701)	(1 554)	119	(1 673)
Écarts de conversion	(4)	(9)	5	(2)	(21)	19
Trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture de la période	2 108	1 231	877	2 703	868	1 835
Trésorerie et découverts bancaires à la clôture de la période	1 147	966	181	1 147	966	181
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾						
Flux de trésorerie disponibles (compte tenu des activités abandonnées)	126	599	(473)	(50)	1 274	(1 324)

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Activités d'exploitation. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont diminué pour les deux périodes, principalement en raison de la perte des flux de trésorerie provenant de notre ancien secteur Activités financières et risque duquel nous avons vendu une participation donnant le contrôle le 1^{er} octobre 2018, des investissements visant à repositionner Thomson Reuters après la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société et de la hausse des paiements d'impôt. La période de neuf mois de 2019 tient compte également d'une cotisation de 167 M\$ au régime de retraite.

Activités d'investissement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement ont augmenté pour les deux périodes, principalement en raison des dépenses d'acquisitions de 816 M\$, notamment pour Confirmation et HighQ. Les dépenses d'investissement se sont élevées à 125 M\$ pour le troisième trimestre de 2019, contre 110 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois de 2019, les dépenses d'investissement se sont élevées à 365 M\$, contre 420 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La période de neuf mois de 2019 comprenait aussi un produit plus élevé tiré de la vente de plusieurs petites entreprises. Les flux de trésorerie du troisième trimestre de 2018 comprenaient un montant de 110 M\$ (356 M\$ pour la période de neuf mois) se rapportant à des dépenses d'investissement et à d'autres activités d'investissement au titre du secteur Activités financières et risque, qui était classé dans les activités abandonnées.

Activités de financement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement ont diminué pour les deux périodes, ce qui s'explique par le fait que les sorties nettes du troisième trimestre de 2018 incluaient des remboursements nets de 483 M\$ sur la dette, et que les deux périodes de 2019 tenaient compte d'une diminution des rachats d'actions et des dividendes versés sur les actions ordinaires en raison des réductions antérieures du nombre d'actions ordinaires en circulation de la société. Nous avons remis 273 M\$ (361 M\$ en 2018) et 812 M\$ (1 195 M\$ en 2018) aux porteurs de nos actions ordinaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions au cours du troisième trimestre et de la période de neuf mois de 2019, respectivement. Se reporter à la rubrique « Rachats d'actions » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements concernant le programme de rachat d'actions.

Trésorerie et découverts bancaires. La diminution de la trésorerie pour les deux périodes s'explique par les dépenses d'acquisition effectuées au moyen du produit tiré de la transaction du secteur Activités financières et risque que nous avons mis de côté.

Flux de trésorerie disponibles. La diminution des flux de trésorerie disponibles pour les deux périodes s'explique principalement par la baisse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, en partie contrebalancée par les dépenses d'investissement moins élevées.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette, nos dividendes et nos rachats d'actions sont présentés ci-après.

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 2,0 G\$ constitue un moyen efficace et flexible d'obtenir du financement à court terme. Il n'y a eu aucun emprunt sous forme de papier commercial au cours de la période de neuf mois de 2019.
- **Facilité de crédit.** Nous disposons d'une convention de facilité de crédit de 2,4 G\$ qui vient à échéance en novembre 2021 et peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins de financement de notre programme de papier commercial). Il n'y avait aucun solde d'emprunt au 30 septembre 2019. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la convention de facilité de crédit est fonction du taux LIBOR/EURIBOR majoré de 110 points de base. Nous pouvons demander une augmentation de l'engagement des prêteurs d'un montant global de 600 M\$, jusqu'à concurrence d'un total de 3,0 G\$ pour la facilité de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés. Nous envisageons une réduction du niveau de cet engagement en raison de la réduction de la taille de la société à la suite de la transaction du secteur Activités financières et risque.

Si Moody's ou Standard & Poor's abaissent leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit pourraient augmenter, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

Nous garantissons les emprunts que contractent nos filiales en vertu de la facilité de crédit. Nous sommes aussi tenus de maintenir un ratio de la dette nette, établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit) d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Au 30 septembre 2019, nous respectons cette clause restrictive.

- **Prospectus préalable relatif à des titres de créance.** Nous avons déposé un prospectus préalable, aux termes duquel nous pouvons émettre à l'occasion des titres de créance d'un montant en capital maximal de 3,0 G\$ jusqu'en août 2020. Nous n'avons émis aucun titre de créance aux termes de ce prospectus.
- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, une détérioration de la conjoncture économique et commerciale et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait avoir une incidence sur notre capacité à mobiliser des capitaux ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

Le tableau qui suit indique les notations que les agences ont attribuées à nos titres en cours à la date du présent rapport de gestion.

	Moody's	Standard & Poor's	DBRS Limited	Fitch
Dette à long terme	Baa2	BBB	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F2
Tendances ou perspectives	Perspective négative	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné.

- **Dividendes.** Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2019, nous avons annoncé une augmentation de 0,04 \$ par action du dividende annuel, qui a été porté à 1,44 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2019). Nous visons maintenant un ratio de distribution se situant entre 50 % et 60 % de nos flux de trésorerie disponibles, ce qui représente une hausse par rapport à la fourchette cible précédente de 40 % à 50 %. Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes.

Le tableau ci-après fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2019	2018	2019	2018
Dividendes déclarés par action	0,360 \$	0,345 \$	1,080 \$	1,035 \$
Dividendes déclarés	180	242	541	732
Dividendes réinvestis	(5)	(10)	(17)	(25)
Dividendes versés	175	232	524	707

- **Rachats d'actions.** Nous pouvons occasionnellement racheter des actions (et les annuler ultérieurement) conformément à notre stratégie en matière de capital. Les rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »). En août 2019, nous avons renouvelé notre offre de rachat pour une période supplémentaire de 12 mois. Aux termes de l'offre de rachat renouvelée, nous pouvons racheter jusqu'à 25 millions d'actions ordinaires entre le 19 août 2019 et le 18 août 2020 dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la Bourse de New York (« NYSE »), à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés si la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix payé par la société pour ses actions dans le cadre d'opérations sur le marché libre aux termes de l'offre de rachat correspondra au cours de l'action au moment de l'achat ou à tout autre prix autorisé par la TSX.

En février 2019, nous avons annoncé que nous prévoyons racheter un montant maximal supplémentaire de 250 M\$ de nos actions ordinaires en 2019, ce que nous avons mis en œuvre au troisième trimestre de 2019. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, nous avons racheté une tranche de 288 M\$ de nos actions ordinaires, dont des actions ordinaires d'une valeur de 38 M\$ qui ont été rachetées à même le solde du produit tiré de la transaction du secteur Activités financières et risque.

Le tableau ci-après fait état des rachats d'actions.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	98	129	288	488
Actions rachetées (en millions)	1,5	3,1	5,0	12,2
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	68,34 \$	41,13 \$	58,11 \$	39,95 \$

En octobre 2019, nous avons annoncé notre projet de lancer un programme de rachat qui nous permettra de racheter une tranche additionnelle de nos actions ordinaires d'un montant maximal de 200 M\$ plus tard cette année et une tranche additionnelle de nos actions ordinaires d'un montant maximal de 200 M\$ en 2020 (se reporter à la rubrique « Événements postérieurs à la date de clôture » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements).

Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et d'autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance. Nous pouvons choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. De temps à autre, si nous ne détenons pas d'information importante nous concernant ou concernant nos titres dont le public ne serait pas encore au fait, nous pouvons établir un programme prédéfini avec notre courtier en vue de racheter des actions pendant les périodes au cours desquelles nous ne sommes normalement pas actifs sur les marchés en raison de nos propres périodes d'interdiction d'opérations, de nos propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout programme conclu avec notre courtier sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée.

Situation financière

Le total de notre actif s'établissait à 16,0 G\$ au 30 septembre 2019, en baisse de 1,0 G\$ par rapport au 31 décembre 2018. La diminution s'explique d'abord et avant tout par un solde de trésorerie moins important (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » plus haut pour plus de renseignements).

Au 30 septembre 2019, la valeur comptable du total des actifs courants était supérieure de 0,9 G\$ à celle du total des passifs courants, ce qui s'explique surtout par notre solde de trésorerie qui comprend le reste du produit de la transaction du secteur Activités financières et risque. Nos passifs courants excèdent habituellement nos actifs courants puisque les passifs courants comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. En règle générale, nous inscrivons donc un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dette nette¹⁾

	30 septembre	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2019	2018
Dette courante	–	3
Dette à long terme	3 229	3 213
Total de la dette	3 229	3 216
Swaps	71	76
Total de la dette compte tenu des swaps	3 300	3 292
Déduire : ajustements de juste valeur pour les instruments de couverture²⁾	(3)	4
Total de la dette compte tenu des contrats de couverture de change	3 297	3 296
Déduire : coûts de transactions et décotes compris dans la valeur comptable de la dette	37	40
Ajouter : obligations locatives (partie courante et non courante)³⁾	275	–
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie⁴⁾	(1 147)	(2 706)
Dette nette	2 462	630

1) La dette nette est une mesure financière non conforme aux IFRS qui est définie à l'annexe A du présent rapport de gestion.

2) Représente la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture qui sont déduits afin de refléter les sorties nettes de trésorerie à l'échéance.

3) En 2019, nous avons révisé notre définition de la dette nette pour tenir compte des obligations locatives comptabilisées du fait de l'adoption d'IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019.

4) Compte tenu de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevant respectivement à 36 M\$ et à 24 M\$ au 30 septembre 2019 et au 31 décembre 2018, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions contractuelles ou réglementaires ou encore qui exercent des activités dans des pays où des contrôles des changes et autres restrictions légales sont en vigueur, ce qui signifie qu'ils ne peuvent être utilisés pour les besoins généraux de l'entreprise.

Au 30 septembre 2019, le total de notre dette (compte tenu des swaps) s'élevait à 3,3 G\$. Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et elles ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier. Au 30 septembre 2019, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme était d'environ 11 ans et le taux d'intérêt moyen s'y appliquant (compte tenu des swaps) s'établissait à moins de 5 %, qui est entièrement fixe. Notre ratio d'endettement, qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, demeure nettement inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. L'accroissement de notre dette nette est essentiellement attribuable à la baisse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » plus haut pour de plus amples renseignements).

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Pour le sommaire des autres arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2018. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, il ne s'est produit aucun changement important dans ces arrangements, engagements et obligations contractuelles.

Éventualités

Actions et réclamations en justice

Nous sommes partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces différends portent notamment sur des questions liées à l'emploi, des questions commerciales et des poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces différends ne sont pas encore réglés, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant sur de nombreux territoires, et nous faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions et proposer des ajustements ou des changements à nos déclarations fiscales.

En conséquence, nous maintenons des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables quant au montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour voir si le montant est suffisant et les ajustons en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude entourant les contrôles fiscaux, il se peut qu'un passif découlant de ces contrôles ou d'un litige connexe diffère de façon importante de nos provisions. Toutefois, à la lumière des lois actuellement en vigueur et de l'information dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » du rapport annuel de 2018, où sont détaillés les risques liés aux questions fiscales.

Perspectives

L'information présentée dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » de la section « Renseignements supplémentaires » ci-après.

Priorités

Nos segments axés sur le client sont emblématiques des principaux secteurs dans lesquels nous estimons être en mesure de créer une valeur intéressante pour nos clients. Nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité ont généré quelque 80 % de nos produits des activités ordinaires pour 2018 et ont affiché une croissance interne totale de 4 %. Nous entendons concentrer nos investissements dans ces secteurs, soit plus précisément élargir notre approche orientée sur les plateformes pour nos divers produits et services, et nous tourner de plus en plus vers l'intelligence artificielle, les analyses et le nuage pour accroître l'influence, l'efficacité, la rapidité et l'ampleur de notre société et de nos clients.

Pour repositionner nos activités de manière à favoriser la croissance, nous mettrons l'accent sur les cinq grandes priorités suivantes en 2019 :

- **Accroître les produits des activités ordinaires** par l'acquisition de nouveaux clients, le recours à de meilleures analyses, l'augmentation des ventes croisées et des ventes de produits supplémentaires, ainsi que l'amélioration de la fidélisation de la clientèle.
- **Créer un modèle opérationnel plus axé sur le client** afin de mieux concevoir nos produits et services de même que notre approche de mise en marché.
- **Servir les clients au moyen de plateformes numériques**, ce qui améliorera à notre avis l'expérience de bout en bout, en plus d'accroître les ventes et la fidélisation de la clientèle.
- **Simplifier notre société**, notamment en éliminant ou en cédant des produits non stratégiques.
- **Investir dans nos gens** en bâtissant une organisation plus uniforme et productive, et en réduisant le nombre de paliers de gestion afin de permettre à nos employés de servir nos clients avec plus d'agilité.

Perspectives financières révisées

Nous avons initialement communiqué nos perspectives commerciales pour les exercices 2019 et 2020 en février 2019. À la lumière de notre performance au premier semestre de 2019, nous avons révisé à la hausse nos perspectives à l'égard de la croissance des produits des activités ordinaires et du BAIIA ajusté le 1^{er} août 2019. Le 31 octobre 2019, nous avons reconfirmé nos perspectives commerciales révisées pour les exercices complets 2019 et 2020. Nos perspectives pour 2019 et 2020 :

- posent l'hypothèse que les cours de change demeureront constants par rapport à ceux de 2018;
- ne tiennent pas compte de l'incidence des acquisitions ou cessions futures qui pourraient survenir en 2019 ou en 2020.

Nous pensons que ce type d'orientation fournit des renseignements utiles sur la performance de nos secteurs d'activité.

De plus, les coûts non recouvrables devraient être entièrement éliminés en 2019. Ainsi, nos perspectives révisées pour 2020 ne comprennent pas de coûts non recouvrables, et nous nous attendons à ce que les charges liées au siège social se situent entre 140 M\$ et 150 M\$. Nous présentons les perspectives pour deux exercices complets en raison de l'incidence notable, sur les résultats de l'exercice 2019, des coûts engagés pour séparer notre société de Refinitiv et la repositionner afin de favoriser sa croissance. En comparaison, 2020 devrait être le premier exercice au cours duquel nos résultats financiers refléteront l'incidence des mesures que nous avons prises sans que celle-ci soit atténuée par les coûts élevés de ces mesures.

Le tableau qui suit présente nos perspectives révisées le 1^{er} août 2019.

	Perspectives pour 2019	Perspectives pour 2020
Avant l'effet du change et compte non tenu des acquisitions ou cessions futures		
Croissance des produits des activités ordinaires	De 7,0 % à 8,5 % Croissance interne de 3,5 % à 4,0 % ¹⁾	Croissance interne de 4,0 % à 4,5 %
BAIIA ajusté	Entre 1,45 G\$ et 1,5 G\$	s. o.
Marge du BAIIA ajusté	s. o.	Environ 31 %
Total des charges liées au siège social	Environ 570 M\$	Entre 140 M\$ et 150 M\$
Charges de base liées au siège social	Environ 140 M\$	Entre 140 M\$ et 150 M\$
Coûts non recouvrables	Environ 100 M\$	—
Coûts non récurrents	Environ 330 M\$	—
Flux de trésorerie disponibles	Entre 0 \$ et 300 M\$	Entre 1,0 G\$ et 1,2 G\$
Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	Environ 9 %	De 7,5 % à 8,0 %
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels	Entre 600 M\$ et 625 M\$	À déterminer
Charge d'intérêts	Entre 150 M\$ et 175 M\$	À déterminer
Taux d'impôt effectif sur notre résultat ajusté	De 16 % à 19 %	Environ 20 %

1) Aux fins du calcul de la croissance interne, la valeur initiale de l'entente de 30 ans entre la société et Refinitiv conclue le 1^{er} octobre 2018 est considérée comme une acquisition jusqu'au 1^{er} octobre 2019.

Le total des charges liées au siège social tient compte de nos charges de base liées au siège social et de ce qui suit :

- des coûts non recouvrables, que nous définissons comme les coûts qui ne seront pas éliminés dans le cadre de la vente de la participation de 55 % dans le secteur Activités financières et risque, ainsi que des coûts découlant de la perte de synergies associées à certains avantages liés aux économies d'échelle par suite de la transaction;
- des coûts et des investissements dans Thomson Reuters après la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société, dont une part devrait représenter des dépenses d'investissement qui n'auront aucune incidence sur le BAIIA ajusté.

Les perspectives indiquées ci-dessus tiennent compte de l'incidence d'IFRS 16, qui est entrée en vigueur en 2019. L'application d'IFRS 16 devrait accroître à la fois le BAIIA ajusté et la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels d'environ 40 M\$ en 2019 et d'environ 50 M\$ en 2020. La nouvelle norme comptable n'aura aucune incidence sur les flux de trésorerie disponibles.

Le tableau qui suit rend compte des principales hypothèses et des risques importants qui, selon nous, pourraient faire en sorte que le rendement réel diffère de nos attentes pour les exercices 2019 et 2020.

Produits des activités ordinaires	
Principales hypothèses	Risques importants
- Le produit intérieur brut (PIB) enregistrera une croissance aux États-Unis (77 % du chiffre d'affaires en 2018) et dans d'autres pays où nous exerçons nos activités. - Les services d'information et les outils de qualité qui aident à automatiser ou à gérer les flux de travail et à accroître la productivité et l'efficacité feront l'objet d'une demande soutenue. - Les produits et services de confiance qui aident les clients à se retrouver dans des contextes juridiques, fiscaux, comptables, réglementaires, géopolitiques et commerciaux en évolution constante feront l'objet d'une demande soutenue. - Le nombre de clients qui désirent se prévaloir de logiciels-services ou d'autres solutions infonuagiques continuera d'augmenter. - Nos produits récurrents et nos produits tirés des transactions, qui sont supérieurs à la baisse anticipée des produits tirés du secteur Publications mondiales, devraient afficher une croissance. - Nous rallierons de nouveaux clients grâce à l'amélioration de nos plateformes et de nos propositions numériques et à d'autres initiatives de nature commerciale. - Nos efforts de simplification commerciale et les améliorations apportées au service à la clientèle nous permettront d'accroître le taux de fidélisation. - Nous continuerons à conjuguer notre expertise en matière d'information, de technologie et de personnes pour créer des solutions qui répondent à la demande et aux besoins changeants des clients.	- L'incertitude entourant l'économie mondiale découlant de facteurs comme la réforme continue de la réglementation dans le monde et les bouleversements politiques pourrait réduire les occasions d'affaires pour nos clients, ce qui contracterait la demande à l'égard de nos produits et services. - L'évolution des habitudes d'achat des clients ou notre incapacité de mettre en œuvre des initiatives clés en matière de produits ou de service à la clientèle pourraient entraîner une diminution de la demande pour nos produits et services. - Les pressions exercées sur certains clients pourraient les contraindre à réduire le nombre de professionnels qu'ils emploient. - La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. - Nos initiatives relatives aux ventes et aux produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes.

BAlIA ajusté et marge du BAlIA ajusté**Principales hypothèses**

- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires.
- Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités.
- Nous poursuivrons les investissements dans les marchés en croissance, le service à la clientèle, le développement des produits et les capacités numériques.
- Nous éliminerons complètement les coûts non recouvrables liés à la transaction du secteur Activités financières et risque d'ici la fin de 2019.
- Nous mènerons à bien des initiatives d'efficience qui se traduiront par des économies de coûts, dont des initiatives visant à réduire les effectifs, le nombre de locaux de bureaux et la gamme de produits proposée par la société et à utiliser un moins grand nombre de plateformes technologiques partagées.

Risques importants

- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires.
- Le coût des investissements nécessaires pourrait dépasser les prévisions, ou les rendements réels pourraient être inférieurs aux prévisions.
- Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAlIA ajusté.
- Les coûts engagés pour repositionner les activités à la suite de la séparation du secteur Activités financières et risque d'avec le reste de la société pourraient être plus élevés que prévu.
- La réduction de notre base de coûts pourrait être moins importante que prévu.

Flux de trésorerie disponibles**Principales hypothèses**

- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de produits des activités ordinaires, de BAlIA ajusté et de marge du BAlIA ajusté.
- Les dépenses d'investissement devraient représenter environ 9,0 % des produits des activités ordinaires pour 2019 et de 7,5 % à 8,0 % des produits des activités ordinaires pour 2020.

Risques importants

- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires, au BAlIA ajusté et à la marge du BAlIA ajusté.
- L'affaiblissement de la situation macroéconomique pourrait avoir une incidence défavorable sur le fonds de roulement.
- Les dépenses d'investissement pourraient être supérieures aux prévisions, facteur qui entraînerait une hausse des sorties de trésorerie.
- Le moment et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions.

Taux d'impôt effectif sur notre résultat ajusté**Principales hypothèses**

- Nous parviendrons à atteindre notre cible de BAlIA ajusté.
- Aucun changement important ne sera apporté aux taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt de 2018 ont été comptabilisés.
- Aucun changement important ne sera apporté aux lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous.
- La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels sera de l'ordre de 600 M\$ à 625 M\$ en 2019.
- La charge d'intérêts sera de l'ordre de 150 M\$ à 175 M\$ en 2019.

Risques importants

- Voir les risques ci-dessus concernant le BAlIA ajusté.
- La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante.
- Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas.
- La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de ces perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures non conformes aux IFRS aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des cours de change de 2019 à 2020 sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les cours de change moyens de l'exercice, et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui comprennent les ajustements de juste valeur liés aux bons de souscription de Refinitiv détenus par la société et les profits ou les pertes qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Transactions entre parties liées

Au 30 octobre 2019, l'actionnaire principal de la société, Woodbridge, détenait en propriété réelle environ 66 % de nos actions.

Transactions avec Refinitiv

Dans le cadre de la vente par la société d'une participation de 55 % dans son secteur Activités financières et risque, Reuters News et Refinitiv ont signé une entente d'une durée de 30 ans commençant le 1^{er} octobre 2018 aux termes de laquelle Reuters News fournira au partenariat Refinitiv des nouvelles et du contenu éditorial d'une valeur minimale de 325 M\$ par année. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, nous avons comptabilisé des produits des activités ordinaires de 252 M\$ au titre de cette entente. Refinitiv peut également obtenir une licence permettant d'utiliser la marque Reuters dans ses produits et services pour la durée de cette entente, sous réserve de certaines restrictions contractuelles. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, nous avons comptabilisé des produits de 18 M\$ au poste « Autres profits d'exploitation, montant net » de l'état consolidé du résultat net au titre de cette licence.

Pour faciliter la séparation, notre société et Refinitiv ont convenu de se fournir mutuellement des services de soutien à l'exploitation, dont des services technologiques et administratifs, sur une période s'étendant sur plusieurs années. En outre, notre société et Refinitiv ont reconduit mutuellement leurs baux immobiliers. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, nous avons inscrit les montants suivants à titre de charges ou de compte de charges de contrepartie, selon le cas, relativement à ces transactions :

(en millions de dollars américains)	Période de neuf mois close le 30 septembre	
	Fournis par Thomson Reuters à Refinitiv – compte de charges de contrepartie	Fournis par Refinitiv à Thomson Reuters – (charges)
Services de transition	23	(45)
Immeubles loués	29	(27)

Au 30 septembre 2019, l'état consolidé de la situation financière comprenait un montant à recevoir de Refinitiv de 210 M\$ et un montant à payer à Refinitiv de 100 M\$.

Outre les transactions susmentionnées, aucune autre transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel de 2018 figurant dans notre rapport annuel de 2018, de même qu'à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2018 pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Événements postérieurs à la date de clôture

Acquisition de FC Business Intelligence

En octobre 2019, nous avons fait l'acquisition de FC Business Intelligence, un spécialiste des événements interentreprises mondiaux qui organise des conférences de haut niveau et des expositions pour des entreprises de divers secteurs, notamment les secteurs de l'énergie et des assurances, le secteur pharmaceutique, les secteurs des transports et du voyage et les secteurs des services stratégiques et des technologies. L'entreprise sera renommée Reuters Events et sera exploitée au sein du secteur Reuters News.

Rachats d'actions

En octobre 2019, nous avons annoncé notre projet de lancer un programme de rachat qui nous permettra de racheter une tranche additionnelle de nos actions ordinaires d'un montant maximal de 200 M\$ plus tard cette année et une tranche additionnelle de nos actions ordinaires d'un montant maximal de 200 M\$ en 2020. La mise en œuvre de ce programme dépendra de facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et d'autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance.

Changements touchant les méthodes comptables

Pour un complément d'information sur les changements touchant les méthodes comptables, notamment au sujet de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location* le 1^{er} janvier 2019, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Changements touchant les méthodes comptables » de notre rapport de gestion annuel de 2018, lequel figure dans notre rapport annuel de 2018, ainsi qu'à la note 1 de nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs jugées raisonnables dans les circonstances. Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » de notre rapport de gestion annuel de 2018, lequel figure dans notre rapport annuel de 2018. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2018, nos estimations comptables et jugements critiques n'ont pas changé de manière importante.

Renseignements supplémentaires

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) à la clôture de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des autorités canadiennes de valeurs mobilières, et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef de la direction financière, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Nous mettons en œuvre une initiative d'efficience à long terme qui influe sur l'information financière que nous présentons. Nous améliorons progressivement, sur plusieurs années, les applications de gestion de la prise de commande à l'encaissement (« order-to-cash » ou OTC) et la gestion des flux de travaux connexes. Les principaux éléments des solutions OTC sont les fonctions gestion des commandes, facturation, gestion de la trésorerie et recouvrements. Nous comptons réduire le nombre d'applications ainsi que rationaliser et automatiser les procédés dans l'ensemble de l'entreprise grâce à cette initiative.

Cette initiative étant mise en œuvre graduellement sur une période prolongée, la nature et l'étendue des activités varieront d'un trimestre à l'autre. Cette initiative pourrait donner lieu à des modifications significatives de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon la nature et le volume du travail effectué, puisque nous continuerons de modifier la conception et la documentation des processus et des procédures de contrôle interne connexes, si nécessaire.

À la suite de la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société en octobre 2018, un nombre important d'employés des fonctions de comptabilité et de communication de l'information ont été transférés à Refinitiv. Des conventions de services de transition sont intervenues entre Thomson Reuters et Refinitiv depuis leur séparation. Un certain nombre de contrôles clés sont toujours mis en œuvre aux termes des conventions de services de transition, mais il n'y a pas eu de changements importants touchant les contrôles clés à l'égard des processus de communication de l'information financière.

Sauf les faits susmentionnés, aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du plus récent trimestre de 2019 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 30 octobre 2019, 499 958 200 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 5 508 398 options sur actions et un total de 3 369 889 unités d'actions de négociation restreinte temporelles et unités d'actions de négociation liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel de 2018 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) et auprès de la SEC des États-Unis à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux perspectives commerciales pour 2019 et 2020, au nombre d'actions de LSEG que la société s'attend à détenir indirectement à la clôture de la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv, aux attentes des parties selon lesquelles LSEG règlera la totalité de la contrepartie pour la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv au moyen de l'émission d'actions, aux attentes actuelles de la société concernant le moment auquel aura lieu la clôture de la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv, aux attentes des parties quant à la création d'une entreprise regroupée et aux attentes de la société en ce qui a trait aux incidences fiscales possibles de la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv, ainsi que les énoncés concernant l'intention de la société de cibler un ratio de distribution se situant entre 50 % et 60 % de ses flux de trésorerie disponibles, l'actif d'impôt prévu au quatrième trimestre de 2019 par suite de la hausse prévue de la valeur fiscale d'actifs détenus par une filiale à l'étranger, le fait que la société envisage de réduire le montant total de son engagement aux termes de sa convention de facilité de crédit et les énoncés concernant la croissance et la rentabilité futures de nos secteurs axés sur le client, l'incidence financière des entreprises récemment acquises et les économies de coûts ciblées par Refinitiv. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « sera » et autres expressions analogues. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garants du rendement ou des résultats futurs et rien ne garantit que la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv sera réalisée ou que l'un ou l'autre des événements décrits dans tout autre énoncé prospectif se concrétisera. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. La plupart de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société et il peut être difficile d'en prédire les effets. Certains des facteurs susceptibles de causer un écart significatif entre les résultats ou événements réels et les attentes actuelles sont analysés plus haut à la rubrique « Perspectives ». D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » du rapport annuel de 2018 et dans les documents que Thomson Reuters dépose de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou qu'elle leur fournit. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront.

Les perspectives commerciales de la société pour 2019 et 2020 sont fondées sur les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes émises par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir, de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

Les perspectives commerciales de la société ont pour but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour 2019 et 2020. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion.

Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous avons recours à certaines mesures financières non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière. En outre, des mesures non conformes aux IFRS utilisées comme mesures de performance servent de fondement aux programmes de rémunération incitative de la direction. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Sauf pour ce qui est des flux de trésorerie disponibles, toutes nos mesures non conformes aux IFRS excluent les résultats de notre secteur Activités financières et risque, qui ont été classés dans les activités abandonnées jusqu'au 1^{er} octobre 2018, date de clôture de la vente, et à titre de participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans Refinitiv à compter du 1^{er} octobre 2018.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures des IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B et à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » de notre rapport de gestion. À la suite de l'adoption d'IFRS 16, nous avons mis à jour notre définition de la dette nette pour y inclure les obligations locatives. Nous avons également mis à jour notre définition des flux de trésorerie disponibles pour qu'ils continuent d'inclure les paiements de loyers qui sont dorénavant classés dans les activités de financement. En conséquence, le montant des flux de trésorerie disponibles reste le même malgré la modification qui touche la comptabilisation des contrats de location à l'état de la situation financière.

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
BAIIA ajusté sectoriel, BAIIA ajusté consolidé et marges connexes		
Le BAIIA ajusté sectoriel représente le résultat tiré des activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs, des ajustements de juste valeur et des éléments liés au siège social. Le BAIIA ajusté consolidé comprend le BAIIA ajusté sectoriel pour chaque secteur à présenter et les charges liées au siège social. Les marges connexes sont exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires.	Fournit une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représente une mesure fréquemment présentée par les entités et abondamment utilisée par les investisseurs comme paramètre d'évaluation. La mesure permet aussi d'évaluer la capacité de la société de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Résultat tiré des activités poursuivies
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et marge connexe		
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement. La marge connexe est exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité de capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif.	Résultat tiré des activités poursuivies

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Résultat ajusté et résultat ajusté par action		
Résultat net : - Exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur, de la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur, du montant net des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Nous calculons le montant après impôt de chaque élément exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'impôt appropriés à la nature et au territoire de chaque élément. - Nous déduisons également les dividendes déclarés sur les actions privilégiées. Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté et selon le nombre moyen pondéré d'actions après dilution. Nous ajustons aussi le résultat et le résultat par action des périodes intermédiaires afin de refléter un taux d'impôt effectif normalisé. Plus précisément, le taux d'impôt effectif normalisé correspond au taux d'impôt effectif annualisé estimatif, appliqué au résultat ajusté avant impôt de la période intermédiaire. Le taux d'impôt effectif présenté est fondé sur les taux d'impôt effectifs annuels de chaque territoire s'appliquant au résultat avant impôt de chaque période intermédiaire.	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat et constituent aussi une mesure utilisée couramment par les actionnaires pour l'évaluation de notre performance. Parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires. La normalisation du taux d'impôt effectif permet de mieux répartir l'impôt estimatif de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais elle n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice ni sur l'impôt décaissé.	Résultat net et résultat dilué par action
Dette nette		
Dette totale, compte tenu de la juste valeur des instruments de couverture connexes, mais compte non tenu des coûts de transactions non amortis connexes, des surcotes ou décotes connexes et de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture ainsi que des obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.	Procure une mesure couramment utilisée pour évaluer le niveau d'endettement de la société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons généralement conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)
Flux de trésorerie disponibles (des activités poursuivies et des activités abandonnées)		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, au produit des cessions d'immobilisations et aux autres activités d'investissement, diminuées des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location, des dividendes versés sur nos actions privilégiées et des dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités abandonnées.	Facilite l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les nouvelles acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Variations avant effet du change (ou en devises constantes)		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou en devises constantes Mesures conformes aux IFRS : • Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation Mesures non conformes aux IFRS : • BAIIA ajusté et marge connexe • Résultat ajusté par action	Améliore la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre. Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes »), c'est-à-dire que nous appliquons les mêmes cours de change aux montants de la période considérée et de la période comparable précédente. Pour calculer l'effet du change sur une période par rapport à une autre, nous convertissons les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même cours de change.	Pour chaque mesure non conforme aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Variations des produits des activités ordinaires calculées sur une base « interne »		
Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives. De plus, elle exclut la valeur initiale de l'entente de 30 ans conclue le 1^{er} octobre 2018 par Reuters News, qui est traitée comme une acquisition jusqu'au 1^{er} octobre 2019. • Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. • Nous calculons la croissance interne liée aux cessions comme si nous ne détenions pas l'entreprise au cours de l'une ou l'autre des périodes. Nous ne tenons pas compte des produits des activités ordinaires de l'entreprise cédée à compter de la cession ni des produits des activités ordinaires de la période correspondante de l'exercice précédant la vente.	Permettent une meilleure analyse du rendement de nos entreprises existantes en éliminant la distorsion et fournissent une mesure plus précise de notre capacité de faire croître nos activités à long terme.	Produits des activités ordinaires

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de certaines mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables qui ne sont pas présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018.

Rapprochement du résultat tiré des activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2019	2018	2019	2018
Résultat tiré des activités poursuivies	(72)	(47)	249	267
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
(Produit) charge d'impôt	(13)	128	35	152
Autres charges financières (produits financiers)	3	11	32	(10)
Charge d'intérêts, montant net	40	82	112	241
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	28	26	80	83
Dotation aux amortissements des logiciels	117	96	326	294
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	38	24	110	83
BAIIA	141	320	944	1 110
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	304	(1)	555	(5)
Autres profits d'exploitation, montant net	(91)	(1)	(396)	(13)
Ajustements de juste valeur	(9)	(5)	(6)	(1)
BAIIA ajusté	345	313	1 097	1 091
Déduire : dépenses d'investissement	(125)	(110)	(365)	(420)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	220	203	732	671
Marge du BAIIA ajusté	24,4 %	24,4 %	25,4 %	27,4 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	15,6 %	15,8 %	16,9 %	16,9 %

Rapprochement du résultat net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2019	2018	2019	2018
Résultat net	(44)	302	240	648
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Ajustements de juste valeur	(9)	(5)	(6)	(1)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	28	26	80	83
Autres profits d'exploitation, montant net	(91)	(1)	(396)	(13)
Autres charges financières (produits financiers)	3	11	32	(10)
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	304	(1)	555	(5)
Impôt sur les éléments ci-dessus ¹⁾	(58)	(7)	(57)	(18)
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ¹⁾	22	112	7	100
Résultat tiré des activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(28)	(349)	9	(381)
Normalisation du taux d'impôt effectif des périodes intermédiaires¹⁾	7	(2)	(1)	—
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	—	(1)	(2)	(2)
Résultat ajusté	134	85	461	401
Résultat ajusté par action	0,27 \$	0,12 \$	0,92 \$	0,57 \$
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)²⁾	503,3	702,3	503,2	708,1

1) Se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – Produit (charge) d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

2) Pour les trimestres clos les 30 septembre 2019 et 2018, veuillez vous reporter à la rubrique « Rapprochement du nombre moyen pondéré dilué d'actions entrant dans le calcul du résultat ajusté par action » de la présente annexe.

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2019	2018	2019	2018
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	264	850	347	2 072
Dépenses d'investissement	(125)	(110)	(365)	(420)
(Paiements sur) produit des cessions d'immobilisations corporelles	(2)	–	–	27
Dépenses d'investissement liées aux activités abandonnées	–	(116)	–	(362)
Autres activités d'investissement	1	1	5	19
Paiements au titre du capital des contrats de location ¹⁾	(12)	–	(35)	–
Dividendes versés sur les actions privilégiées	–	(1)	(2)	(2)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle liés aux activités abandonnées	–	(25)	–	(60)
Flux de trésorerie disponibles	126	599	(50)	1 274

1) En 2019, nous avons mis à jour notre définition des flux de trésorerie disponibles afin d'y inclure les paiements au titre du capital des contrats de location par suite de l'adoption d'IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019. En 2018, les paiements au titre des contrats de location étaient pris en compte dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation.

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires sectoriels et consolidés, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)²⁾

	Trimestres clos les 30 septembre						
			Variation				
(en millions de dollars américains)	2019	2018	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	605	595	2 %	(1) %	2 %	(1) %	3 %
Grandes sociétés	320	298	7 %	–	8 %	1 %	6 %
Fiscalité et comptabilité	166	149	11 %	1 %	10 %	2 %	8 %
Reuters News	155	71	120 %	(2) %	121 %	119 % ³⁾	3 %
Publications mondiales	168	171	(2) %	–	(2) %	–	(2) %
Éliminations	(1)	–					
Total des produits des activités ordinaires	1 413	1 284	10 %	–	10 %	7 %	4 %

Rapprochement des variations des produits récurrents sectoriels et consolidés, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)²⁾

	Trimestres clos les 30 septembre						
			Variation				
(en millions de dollars américains)	2019	2018	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits récurrents							
Professionnels du droit	560	541	4 %	(1) %	4 %	1 %	4 %
Grandes sociétés	275	247	11 %	–	12 %	3 %	8 %
Fiscalité et comptabilité	140	129	9 %	1 %	8 %	–	8 %
Reuters News	143	59	143 %	(2) %	146 %	142 % ³⁾	3 %
Total des produits récurrents	1 118	976	15 %	–	15 %	10 %	5 %

2) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

3) Compte tenu de la valeur initiale des produits des activités ordinaires de Reuters News tirés de la fourniture de nouvelles et de contenu éditorial à Refinitiv aux termes de l'entente de 30 ans qui est entrée en vigueur au quatrième trimestre de 2018.

Rapprochement des variations des produits sectoriels et consolidés tirés des transactions, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

		Trimestres clos les 30 septembre					
		Variation					
(en millions de dollars américains)	2019	2018	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	45	54	(18) %	–	(18) %	(12) %	(6) %
Grandes sociétés	45	51	(11) %	–	(11) %	(7) %	(3) %
Fiscalité et comptabilité	26	20	26 %	4 %	22 %	15 %	7 %
Reuters News	12	12	2 %	6 %	(5) %	–	(5) %
Total des produits tirés des transactions	128	137	(7) %	1 %	(8) %	(6) %	(2) %

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

	Trimestres clos les 30 septembre				
	Variation				
(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	2019	2018	Total	Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	227	206	10 %	1 %	9 %
Grandes sociétés	110	105	4 %	(3) %	6 %
Fiscalité et comptabilité	35	32	9 %	11 %	(2) %
Reuters News	5	5	(14) %	83 %	(97) %
Publications mondiales	71	76	(5) %	(1) %	(4) %
Charges liées au siège social	(103)	(111)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté consolidé	345	313	10 %	1 %	9 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	37,4 %	34,6 %	280 pb	40 pb	240 pb
Grandes sociétés	34,3 %	35,4 %	(110) pb	(60) pb	(50) pb
Fiscalité et comptabilité	21,1 %	21,4 %	(30) pb	210 pb	(240) pb
Reuters News	3,2 %	8,2 %	(500) pb	170 pb	(670) pb
Publications mondiales	42,5 %	44,2 %	(170) pb	(60) pb	(110) pb
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Marge du BAIIA ajusté consolidé	24,4 %	24,4 %	—	30 pb	(30) pb
Charges d'exploitation consolidées					
	1 059	966	10 %	(1) %	11 %
Résultat ajusté par action consolidé	0,27 \$	0,12 \$	125 %	17 %	108 %

1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires sectoriels et consolidés, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre					
		Variation					
(en millions de dollars américains)	2019	2018	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	1 802	1 773	2 %	(1) %	3 %	(1) %	3 %
Grandes sociétés	990	923	7 %	(1) %	8 %	2 %	6 %
Fiscalité et comptabilité	570	542	5 %	(2) %	7 %	-	6 %
Reuters News	466	215	117 %	(3) %	120 %	118 % ²⁾	3 %
Publications mondiales	497	522	(5) %	(2) %	(3) %	-	(3) %
Éliminations	(2)	(1)					
Total des produits des activités ordinaires	4 323	3 974	9 %	(1) %	10 %	7 %	4 %

Rapprochement des variations des produits récurrents sectoriels et consolidés, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre					
		Variation					
(en millions de dollars américains)	2019	2018	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits récurrents							
Professionnels du droit	1 665	1 613	3 %	(1) %	4 %	-	4 %
Grandes sociétés	813	734	11 %	(1) %	12 %	3 %	9 %
Fiscalité et comptabilité	460	434	6 %	(2) %	8 %	-	8 %
Reuters News	430	184	134 %	(4) %	138 %	136 % ²⁾	2 %
Total des produits récurrents	3 368	2 965	14 %	(1) %	15 %	10 %	5 %

Rapprochement des variations des produits sectoriels et consolidés tirés des transactions, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre					
		Variation					
(en millions de dollars américains)	2019	2018	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	137	160	(14) %	(1) %	(13) %	(10) %	(3) %
Grandes sociétés	177	189	(6) %	(1) %	(5) %	(2) %	(3) %
Fiscalité et comptabilité	110	108	2 %	(1) %	3 %	3 %	-
Reuters News	36	31	16 %	1 %	16 %	-	16 %
Total des produits tirés des transactions	460	488	(6) %	(1) %	(5) %	(4) %	(1) %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

2) Compte tenu de la valeur initiale des produits des activités ordinaires de Reuters News tirés de la fourniture de nouvelles et de contenu éditorial à Refinitiv aux termes de l'entente de 30 ans qui est entrée en vigueur au quatrième trimestre de 2018.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2019	2018	Total	Variation	
				Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	686	595	15 %	1 %	15 %
Grandes sociétés	330	311	6 %	—	6 %
Fiscalité et comptabilité	188	153	23 %	—	22 %
Reuters News	31	21	45 %	36 %	10 %
Publications mondiales	218	233	(6) %	(1) %	(5) %
Charges liées au siège social	(356)	(222)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté consolidé	1 097	1 091	1 %	1 %	(1) %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	38,1 %	33,6 %	450 pb	50 pb	400 pb
Grandes sociétés	33,4 %	33,7 %	(30) pb	30 pb	(60) pb
Fiscalité et comptabilité	33,0 %	28,3 %	470 pb	60 pb	410 pb
Reuters News	6,7 %	10,0 %	(330) pb	150 pb	(480) pb
Publications mondiales	43,8 %	44,6 %	(80) pb	30 pb	(110) pb
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Marge du BAIIA ajusté consolidé	25,4 %	27,4 %	(200) pb	70 pb	(270) pb
Charges d'exploitation consolidées	3 220	2 882	12 %	(2) %	14 %
Résultat ajusté par action consolidé	0,92 \$	0,57 \$	61 %	5 %	56 %

1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement du nombre moyen pondéré dilué d'actions entrant dans le calcul du résultat ajusté par action

Nos activités poursuivies ayant enregistré une perte nette aux termes des IFRS pour les trimestres clos les 30 septembre 2019 et 2018, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires entrant dans le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action est identique, puisque l'incidence des options sur actions et des autres attributions incitatives en actions viendrait réduire la perte par action et aurait donc un effet anti-dilutif. Le résultat ajusté, qui est une mesure non conforme aux IFRS, correspondant à un bénéfice, les actions ordinaires potentielles sont prises en compte, puisqu'elles viennent diminuer le résultat ajusté par action et ont donc un effet dilutif.

Le tableau suivant présente un rapprochement de l'information sur les actions ordinaires sur une base conforme et non conforme aux IFRS.

	Trimestre clos le 30 septembre	Trimestre clos le 30 septembre
(nombre moyen pondéré d'actions ordinaires)	2019	2018
Montant de base et dilué, sur une base conforme aux IFRS	501 240 480	701 212 419
Incidence des options sur actions et autres attributions incitatives en actions	2 043 370	1 132 041
Montant dilué, sur une base non conforme aux IFRS	503 283 850	702 344 460

Annexe C

Renseignements sur Refinitiv

Depuis le 1^{er} octobre 2018, notre société détient une participation de 45 % dans Refinitiv, qui constituait auparavant notre secteur Activités financières et risque entièrement détenu. Des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone détiennent une participation de 55 % dans Refinitiv. Une société liée à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et une société liée à GIC ont investi de concert avec Blackstone. Depuis le quatrième trimestre de 2018, nos résultats selon les IFRS comprennent notre quote-part de 45 % des résultats de Refinitiv dans un poste distinct de l'état consolidé du résultat net intitulé « Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ». Nos mesures non conformes aux IFRS, y compris le résultat ajusté, ne tiennent pas compte de la quote-part des résultats après impôt de Refinitiv et des autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Comme Refinitiv a été créée le 1^{er} octobre 2018, il n'existe pas d'états financiers présentant ses résultats pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018. Le tableau ci-dessous présente les principales données financières pour 100 % de Refinitiv pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, à la fois sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS, le tout d'après l'information que nous a fournie Refinitiv aux fins d'inclusion dans notre rapport de gestion. Un rapprochement des mesures conformes aux IFRS de Refinitiv et des mesures non conformes aux IFRS est également présenté dans cette annexe. L'information relative au trimestre et à la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 que notre société a présentée précédemment pour le secteur Activités financières et risque a été établie selon un mode de présentation qui n'est pas tout à fait comparable à celui qu'emploie actuellement Refinitiv, puisque Refinitiv doit appliquer les règles comptables liées à l'acquisition de l'entreprise et qu'elle ne définit pas ses mesures non conformes aux IFRS de la même façon que nous. Afin de fournir une base raisonnable permettant d'évaluer les tendances au chapitre des revenus de l'entreprise, nous avons présenté les produits des activités ordinaires du secteur Activités financières et risque pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 tels que nous les avons précédemment présentés au titre des activités abandonnées avant le changement de propriété et nous avons également présenté une variation avant l'effet du change et compte non tenu des entreprises cédées.

Le 1^{er} août 2019, nous avons convenu, avec des fonds de capital-investissement liés à Blackstone, de vendre Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions, mais LSEG pourrait, à son gré, régler jusqu'à 2,5 G\$ de la contrepartie en trésorerie. Se reporter à la rubrique « Résumé – Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Les informations qui suivent ont été fournies par Refinitiv et sont non auditées.

(en millions de dollars américains, sauf la marge)	Chiffres réels fournis par Refinitiv pour 2019	Chiffres présentés par Thomson Reuters pour 2018	Variation	
			Total	Avant l'effet du change et compte non tenu des entreprises cédées
Trimestre clos le 30 septembre				
Mesures conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 557	1 541	1 %	3 %
Perte nette	(656)			
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	404			
Dépenses d'investissement, moins le produit des cessions	182			
Mesures non conformes aux IFRS				
BAIIA ajusté	543			
Marge du BAIIA ajusté	34,9 %			
Flux de trésorerie disponibles	211			
Période de neuf mois close le 30 septembre				
Mesures conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	4 674	4 677	—	3 %
Perte nette ¹⁾	(1 201)			
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	477			
Dépenses d'investissement, moins le produit des cessions	419			
Dette au 30 septembre 2019	13 907			
Mesures non conformes aux IFRS				
BAIIA ajusté	1 655			
Marge du BAIIA ajusté	35,4 %			
Flux de trésorerie disponibles	(41)			

1) La perte nette de 477 M\$ présentée précédemment pour le semestre clos le 30 juin 2019 a été retraitée pour une perte nette de 545 M\$ afin de corriger certaines inexactitudes non significatives dont il est question à la rubrique « Retraitement des états financiers de périodes précédentes » du présent rapport de gestion. La perte nette de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 tient compte du montant retraité.

Les rapprochements suivants des mesures conformes aux IFRS et des mesures non conformes aux IFRS ont été fournis par Refinitiv. Les définitions des mesures non conformes aux IFRS qu'utilise Refinitiv diffèrent de celles qu'utilisait Thomson Reuters.

Rapprochement de la perte nette et du BAIIA ajusté

	Trimestre clos le 30 septembre	Période de neuf mois close le 30 septembre
(en millions de dollars américains, sauf la marge)	2019	2019
Perte nette	(656)	(1 201)
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :		
Charge (produit) d'impôt	38	(22)
Charges financières	570	1 074
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	486	1 431
BAIIA	438	1 282
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :		
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	(1)
Autres profits d'exploitation	(21)	(20)
Ajustements de juste valeur	7	45
Rémunération fondée sur des actions	35	42
Coûts liés à la transformation	84	307
BAIIA ajusté	543	1 655
Marge du BAIIA ajusté	34,9 %	35,4 %

Rapprochement des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestre clos le 30 septembre	Période de neuf mois close le 30 septembre
(en millions de dollars américains)	2019	2019
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	404	477
Dépenses d'investissement, moins le produit des cessions	(182)	(419)
Autres activités d'investissement	1	1
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(12)	(100)
Flux de trésorerie disponibles	211	(41)

Annexe D

Information trimestrielle (non auditée)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents.

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	30 septembre 2019	30 juin 2019	31 mars 2019	31 décembre 2018	30 septembre 2018	30 juin 2018	31 mars 2018	31 décembre 2017
Produits des activités ordinaires	1 413	1 423	1 487	1 527	1 284	1 311	1 379	1 414
Bénéfice d'exploitation	262	447	274	135	173	204	268	254
(Perte) bénéfice lié aux activités poursuivies	(72)	207	114	(103)	(47)	142	172	302
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	28	(27)	(10)	3 478	349	515	(483)	289
(Perte) bénéfice net	(44)	180	104	3 375	302	657	(311)	591
(Perte) bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	(44)	180	104	3 375	272	625	(339)	576
Résultat de base par action								
Tiré des activités poursuivies	(0,14) \$	0,41 \$	0,23 \$	(0,19) \$	(0,06) \$	0,20 \$	0,24 \$	0,42 \$
Tiré des activités abandonnées	0,05	(0,05)	(0,02)	6,32	0,45	0,68	(0,72)	0,39
	(0,09) \$	0,36 \$	0,21 \$	6,13 \$	0,39 \$	0,88 \$	(0,48) \$	0,81 \$
Résultat dilué par action								
Tiré des activités poursuivies	(0,14) \$	0,41 \$	0,22 \$	(0,19) \$	(0,06) \$	0,20 \$	0,24 \$	0,42 \$
Tiré des activités abandonnées	0,05	(0,05)	(0,02)	6,32	0,45	0,68	(0,72)	0,39
	(0,09) \$	0,36 \$	0,20 \$	6,13 \$	0,39 \$	0,88 \$	(0,48) \$	0,81 \$

Produits des activités ordinaires – Nos produits des activités ordinaires sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Toutefois, nos produits des activités ordinaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre en fonction des lancements de produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Depuis le quatrième trimestre de 2018, nos produits des activités ordinaires tiennent compte des nouveaux produits des activités ordinaires dégagés par le secteur Reuters News, étant donné qu'il fournit des nouvelles et du contenu éditorial à Refinitiv aux termes d'une entente de 30 ans conclue en octobre 2018. Les mouvements du change ont eu une légère incidence défavorable sur nos produits des activités ordinaires pour la majeure partie de 2019, comparativement aux trimestres correspondants de l'exercice précédent.

Résultat d'exploitation – Notre résultat d'exploitation est aussi habituellement peu touché par le caractère saisonnier puisque la majorité de nos charges d'exploitation sont fixes. En conséquence, lorsque nos produits des activités ordinaires s'accroissent, nous devenons plus rentables et, inversement, lorsqu'ils diminuent, nous sommes moins rentables. Depuis le trimestre clos le 30 juin 2018, les dépenses d'investissement visant à repositionner notre société à la suite de la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque pèsent lourd sur notre résultat d'exploitation. Toutefois, les profits découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société et, au premier trimestre de 2019, les profits découlant de la vente d'entreprises et de participations ont eu une incidence favorable sur le résultat d'exploitation du deuxième et de troisième trimestre de 2019.

Bénéfice (perte) net – La perte nette enregistrée en septembre 2019 s'explique par la perte importante liée à notre participation de 45 % dans Refinitiv. L'augmentation du résultat net au quatrième trimestre de 2018 découle d'un profit de 3,4 G\$ à la vente de notre secteur Activités financières et risque. La perte nette du premier trimestre de 2018 est attribuable à une charge d'impôt différé de 844 M\$ au titre de la vente d'une participation de 55 % dans notre secteur Activités financières et risque, prise en compte au poste « Résultat tiré des activités abandonnées, déduction faite de l'impôt ».